



Fraternité - Travail - Progrès



NIGER  
RAPPORT

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DU PLAN

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

DIRECTION DE LA COMPTABILITE NATIONALE, DE  
LA CONJONCTURE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

# RAPPORT DE L'ENQUETE TELEPHONIQUE SUR « L'IMPACT ECONOMIQUE DE LA COVID-19 SUR LES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL AU NIGER »

## (2ÈME VAGUE)

Distribution of market share among the major industry sectors: T & C and In & T are 74% and 26% percent respectively. A further change in the economic situation in the market will be characterized by a more equal distribution of market share among players.

Share of market activity



Changes in the activity of the active and passive market is uncertain. Established positive trends in various market segments.

Projected sales of in products in 2021



# COVID -19

JUILLET 2021



Institut National  
de la Statistique  
**NIGER**



## AVANT PROPOS

La pandémie de la COVID-19 qui a débuté en Chine dans la province de Wuhan, en fin décembre 2019, s'est progressivement répandue dans la quasi-totalité des pays du monde. L'Afrique subsaharienne, longtemps épargnée, a déclaré son premier cas de la COVID-19, le 27 février 2020 au Nigéria, et la propagation de ladite pandémie s'est alors rapidement étendue sur l'ensemble des pays d'Afrique. Au Niger, le premier cas a été enregistré le 19 mars 2020.

Afin de ralentir le rythme de propagation de cette maladie, de nombreux pays dans le monde ont adopté des mesures restrictives de confinement partiel ou total de leur population. Au niveau national, des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la maladie ont été prises par le Gouvernement, sur instructions du Chef de l'Etat, à partir du 13 mars 2020, c'est-à-dire, bien avant la déclaration du premier cas d'infection à la COVID-19.

Cette situation de restriction à l'échelle mondiale et au Niger en particulier, a notamment conduit à un ralentissement généralisé des activités économiques et financières, avec des perspectives de croissance pour 2020 qui ont été revues à la baisse. En effet, au Niger, selon les comptes rapides nationaux établis par l'INS au mois de mai 2021, la croissance économique du PIB est estimée à 3,6% en 2020, contre une prévision initiale de 6,0% faite en mars 2020 et de 1,2% en décembre 2020. Ainsi, le ralentissement de l'activité économique prévu au Niger a été atténué, en partie, grâce au plan de riposte et de relance de l'économie mis en place par le Gouvernement et la bonne tenue du secteur primaire (8,3% en 2020 contre 3,4% en 2019). S'agissant du plan de riposte et de relance de l'économie, il s'est traduit dans un programme opérationnel, chiffré à 1 438,4 milliards de F CFA, avec cinq (5) composantes à savoir : (i) la gestion sanitaire de la pandémie, (ii) l'appui à la résilience du système éducatif, (iii) le soutien aux personnes vulnérables ; (iv) la gestion des effets de la pandémie sur l'activité économique et (v) le renforcement de la résilience des producteurs du secteur agro-pastoral.

Dans ce contexte de crise sanitaire difficile, et de par sa mission qui consiste à éclairer les débats socio-économiques et à fournir des éléments d'aide à la prise de décisions au Gouvernement, l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, a initié une série d'enquêtes téléphoniques à haute fréquence, d'abord mensuelles, auprès des ménages, ensuite, trimestrielles au niveau des entreprises des secteurs moderne et informel, pour en évaluer les effets socio-économiques. Cette seconde (2<sup>nd</sup>) opération d'enquête téléphonique au niveau des entreprises des secteurs modernes et informel, au niveau national, sera reconduite durant deux (2) autres trimestres et ce, afin de suivre l'évolution des effets de la COVID-19 sur leur chiffre d'affaires, leur niveau d'effectifs salariés et leur niveau d'investissement.

Enfin, la Direction Générale de l'INS voudrait, adresser ses plus vifs remerciements à la Banque Mondiale, à travers le Projet « Données de Qualité pour la Prise de Décisions (DPQD) », pour son soutien financier, qui a permis la réalisation de cette seconde (2<sup>nd</sup>) vague d'enquête téléphonique sur l'impact économique de la COVID-19 au niveau des entreprises Niger.

**Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INS)**

**Idrissa ALICHINA KOURGUENI**



## EQUIPE TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'ENQUETE

Les personnes dont les prénoms et noms suivent, ont participé à l'élaboration de la méthodologie, des outils de collecte, à l'encadrement du personnel d'exécution de la collecte, à l'exploitation, au traitement des données et à la rédaction du présent rapport d'enquête :

N°	Prénoms et Nom	Fonction	Rôle
1	Idrissa ALICHINA KOURGUENI	Directeur Général (DG)	Coordonnateur National
2	Houa IBRAHIM (Madame OMAR)	Secrétaire Général (SG)	Coordinatrice Nationale Adjointe
3	Souleymane ALZOUMA	Directeur des Enquêtes et des Recensements (DER)	Membre du Comité de Coordination
4	Halimatou AMADOU GARBA (Madame KAMIL)	Directrice des Statistiques Démographiques et Sociales (DSEDS)	Membre du Comité de Coordination
5	Issoufou SAIDOU	Directeur de la Coordination et du Management de l'Information Statistique (DCMIS)	Membre du Comité de Coordination
6	Raïssa TOUNE (Madame CHEFFOU)	Directrice des Ressources Financières et du Matériel (DRFM)	Membre du Comité de Coordination
7	Mahamadou CHEKARAO	Directeur de la Comptabilité Nationale de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNCEE),	Membre du Comité de Coordination et Coordonnateur Technique
8	Abdoussalam ZAKARI	Responsable de l'Unité Suivi et Evaluation (R/USE)	Membre de l'Equipe Technique
9	Chaibou LAOUALI	Chef de la Division des Comptes Nationaux à la DCNCEE	Membre de l'Equipe Technique
10	Issaka AMADOU MAMANE	Chef de la Division des Statistiques et des Etudes Economiques à la DCNCEE	Membre de l'Equipe Technique
11	Ibrahim OUMAROU SADOU	Chef de Service des Etudes Economiques à la DCNCEE	Membre de l'Equipe Technique
12	Alio DANGANA	Chef de la Division de la Cartographie Censitaire à la DER	Membre de l'Equipe Technique
13	Souley NABADE	Chef de Service du Traitement des Données à la Division Informatique (DI)	Membre de l'Equipe Technique



## TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS .....	1
EQUIPE TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'ENQUETE.....	2
TABLE DES MATIERES .....	3
RESUME EXECUTIF.....	4
PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS .....	9
LISTE DES TABLEAUX .....	10
LISTE DES GRAPHIQUES.....	11
LISTE DES ANNEXES .....	12
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS DE L'ENQUETE.....	12
II. OBJECTIFS DE L'ENQUETE.....	14
III. DEFINITION DE QUELQUES CONCEPTS CLES DE L'ENQUETE.....	14
IV. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE .....	17
IV. 1. Bases de sondage de l'enquête auprès des entreprises .....	17
IV. 2. Méthodologie d'échantillonnage des entreprises à enquêter.....	18
IV.3. Dispositif de réalisation de l'enquête .....	19
IV.4. Formation des agents de collecte .....	20
IV.5. Mise à jour du questionnaire .....	20
IV.6. Collecte, traitement et analyse des données.....	20
IV.7. Bilan comparatif de la collecte des données par téléphone auprès des entreprises pour la 2 <sup>ème</sup> vague par rapport à la première (1 <sup>ère</sup> ).....	21
IV.9. Limites de l'enquête téléphonique auprès des entreprises .....	22
V. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE TELEPHONIQUE AUPRES DES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL.....	23
V.1. Profil des entreprises enquêtées .....	23
V. 2. Impact de la COVID-19 sur la performance des entreprises au dernier trimestre 2020 .....	28
V. 2.1. Impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaires des entreprises .....	28
V. 2.2. Impact de la COVID-19 sur le niveau d'emploi des entreprises .....	36
V. 2.3. Impact de la COVID-19 sur l'investissement des entreprises .....	41
V.3. Perception et avis des entreprises/UPI sur les mesures de soutien du Gouvernement pour faire face à l'impact de la COVID-19 et les perspectives.....	51
VI. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET DIFFICULTEES RENCONTREES .....	59
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	61
ANNEXES.....	62



## RESUME EXECUTIF

La maladie à coronavirus (COVID-19) qui a été déclarée dans la ville de Wuhan en Chine à fin décembre 2019 s'est vite propagée dans plusieurs pays du monde. Cette dernière a eu et continuera d'avoir des répercussions sanitaires, économiques et financières sans précédent à l'échelle mondiale.

Au titre des mesures d'urgence contraignantes majeures qui ont été prises par le Gouvernement en mi-mars 2020, figuraient : (i) l'instauration du couvre-feu nocturne à Niamey de 19 heures à 06 heures du matin, (ii) l'isolement sanitaire de Niamey, (iii) la réduction des horaires de travail, (iv) la fermeture des frontières terrestres et aériennes, (v) la fermeture des lieux de culte, de loisir, des salles de spectacles et assimilés, (vi) la suspension des séminaires et des ateliers et (vii) l'interdiction des rassemblements de personnes. Dans ce contexte sanitaire difficile, les dernières estimations de l'INS (comptes rapides de juin 2021), situent la croissance économique du Niger à 3,6% en 2020 contre une prévision de 6,0% en mars 2020 (juste avant l'apparition des premiers cas de COVID-19 au Niger).

Afin de contribuer à la réflexion sur les impacts socio-économiques de la COVID-19 au Niger, d'apprécier l'impact des mesures d'urgence prises par le Gouvernement et de fournir des éléments d'aide à la prise de décisions aux autorités pour soutenir les entreprises, les ménages et relancer l'économie nationale, l'INS a entrepris, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, de mener une enquête téléphonique quantitative et qualitative auprès des entreprises nigériennes des secteurs moderne et informel en se focalisant sur la situation de leur chiffre d'affaires, de leur niveau d'effectifs salariés et du niveau d'investissement. Le champ de l'enquête est national, avec un échantillon représentatif selon le milieu de résidence (urbain et rural) et concerne les entreprises des secteurs moderne et informel qui sont les deux domaines d'études retenus. L'échantillon de l'enquête auprès des entreprises du secteur moderne a été tiré à partir du répertoire des entreprises du secteur moderne le plus récent élaboré par l'INS à savoir celui de l'année 2019. Cette base a été utilisée du fait qu'elle contient les données téléphoniques des principales entreprises du Niger et d'autres informations pertinentes (branche d'activités, chiffres d'affaires, etc.). Quant aux entreprises du secteur informel, à l'instar de l'approche méthodologique utilisée par des pays ayant réalisé des enquêtes similaires, la liste des Unités de Production Informelles (UPI) contenues au niveau de la base de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), laquelle contient aussi des informations sur les numéros de téléphone des chefs d'unités de production informelles ainsi que leur nom, prénom et leur localisation, a été retenue comme base de sondage. En effet, il s'agit de l'enquête la plus récente sur le secteur informel réalisée par l'INS-NIGER en 2017, et harmonisée au niveau des pays membres de l'UEMOA. La collecte de données de l'enquête d'impact de la COVID-19 sur les secteurs moderne et informel a été effectuée par interviews téléphoniques. Pour assurer la significativité au niveau national, elle a porté sur un échantillon de 1 200 entreprises dont 400 entreprises du secteur moderne et 800 unités de productions informelles (UPI). La répartition des entreprises par branche d'activités, tant au niveau du secteur moderne qu'informel, a été faite suivant une allocation proportionnelle à leur poids dans la valeur ajoutée totale du secteur moderne marchande. Cependant, compte tenu de la situation dans certaines branches où opèrent des grandes entreprises avec des effectifs limités (cas de la production d'électricité, d'eau, et des



télécommunications), des redressements ont été effectués dans la méthode d'allocation proportionnelle.

Les résultats de la deuxième (2<sup>ème</sup>) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 auprès des entreprises, indiquent globalement, une atténuation de l'impact sur :

❖ **le chiffre d'affaires :**

- au cours du troisième trimestre 2020, en pleine application des mesures de lutte contre la COVID-19, le chiffre d'affaires était en baisse selon l'appréciation de 74,3% des entreprises enquêtées. Cette baisse du chiffre d'affaires (tableau 8) était perceptible presque autant au niveau des entreprises du secteur moderne (75,2%) qu'au niveau de celles de l'informel (74,0%) ;
- concernant, le dernier trimestre 2020, les effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur le chiffre d'affaires ont été de moindre ampleur qu'au trimestre précédent. En effet, 44,2% des entreprises jugent la situation de leurs chiffres d'affaires en baisse contre 74,3% au trimestre précédent. Aussi, 50,9% l'estiment stable contre 23,6% au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19. Par domaine d'activités, les entreprises du moderne (51,8%) semblent plus affectées au dernier trimestre 2020 que celles de l'informel où seulement 42,3% ont déclaré une baisse. Cette configuration de la baisse du chiffre par domaine d'activités est quasi identique à ce qui a été enregistrée lors de l'enquête réalisée au troisième trimestre 2020 (1<sup>ère</sup> vague) est quasi identique ;
- quoiqu'une stabilité des chiffres d'affaires a été retrouvée, il est à noter une accélération de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises au dernier trimestre 2020. En effet, les degrés de baisses de chiffre d'affaires sont plus élevés (entre 75% et plus) au niveau des entreprises du secteur moderne (20,8%) que de l'informel (12,6%) ;
- par rapport à la branche d'activité économique, les entreprises les plus affectées (baisse entre 75% et plus) par la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 au dernier trimestre 2020, sont le commerce (32,6% contre 28,8% au trimestre précédent), les autres services (23,9% contre 13,5% au trimestre précédent), la fabrication (13,0% contre 9,6% au trimestre précédent) et le transport (6,5% contre 17,3% au trimestre précédent). Les activités les moins affectées (baisse entre 0 et 25%) par ces mesures de lutte contre la COVID-19 au dernier trimestre 2020, sont : la production et la distribution d'électricité et de gaz (0,0% contre 0,9% au trimestre précédent), la construction, les activités immobilières, la production et la distribution d'eau et l'assainissement, la communication et l'information et l'enseignement.

❖ **l'emploi :**



- au début de la mise en œuvre des mesures restrictives de lutte contre la COVID-19, 53,6% des entreprises ont déclaré leur effectif en baisse et 45,4% ont déclaré leur effectif stable ;
- environ 80% des entreprises ont déclaré que leur effectif est stable au dernier trimestre de l'année 2020 contre 62,3% au trimestre précédent. Parmi les entreprises ayant déclaré une stabilité de leur effectif, 80% également, sont dans le secteur informel ;
- les mesures barrières qui le plus impacté l'emploi salarié des entreprises au dernier trimestre 2020 sont : l'isolement de la ville de Niamey (40,1% contre 54,1% au trimestre précédent), suivies de la fermeture des frontières terrestres (38,7% contre 62,4% au trimestre précédent), la mesure de distanciation physique (34,4% contre 50,8% au trimestre précédent) et l'instauration du couvre-feu (31,7% contre 49,2% au trimestre précédent) ;
- de façon générale, les mesures étatiques visant à freiner la propagation du COVID-19 ont eu pour impact, entre autres, la baisse des emplois salariés trimestriels des entreprises/UPI. Plus des deux-tiers (2/3) des entreprises ont enregistré une baisse de salariés comprise entre 0 et 25%. Environ 13% ont déclaré une baisse de salariés de plus de 75%. Par domaine d'activités, les entreprises du secteur informel ont déclaré une baisse de leur personnel salarié de plus forte ampleur (75% et plus) pour 13,7% d'entre elles, contre seulement 9,2% pour celles du moderne ;
- les effets immédiats des mesures de lutte contre la propagation de COVID-19 les plus cités au dernier trimestre 2020 sont : le licenciement (8,8% contre 5,4% au trimestre précédent), suivis de de la réduction du temps de travail et l'arrêt temporaire (contre 26,2% au trimestre précédent);
- les mesures les plus fréquemment prises par les entreprises au cours du dernier trimestre 2020 pour minimiser effets des mesures de lutte contre la COVID-19, sont les suivantes : la baisse du temps de travail (15,6% contre 50,0% au trimestre précédent), la réduction du personnel, le changement d'activités (9,0% contre 7,9%) et le travail à temps partiel (7,4% contre 27,8% au trimestre précédent). Cependant, bon nombre (48,8%) d'entreprises n'ont rien changé dans l'organisation de leur travail, ce qui n'était pas le cas au trimestre précédent ;
- concernant les entreprises ayant déclaré une baisse de leur effectif salarié au dernier trimestre, environ 10% ont déclaré une baisse de moins de 50% de leur effectif (contre 79,4% au trimestre précédent) et 9% environ à déclarer une baisse de plus de 50% (20,6% au trimestre précédent). Les fortes baisses d'effectifs ont été enregistrées au niveau du secteur informel (plus de 26,3% ont connu une baisse au dernier trimestre de 75%) et se localisent dans les entreprises individuelles des secteur d'activité du commerce et des services.

#### ❖ le niveau d'investissement des entreprises :

- au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19, le niveau des investissements était en majorité « pas satisfaisant » selon 75,0%



des entreprises interrogées. Environ 1/5 (20,1%) des entreprises ont déclaré avoir un niveau d'investissement « stable ». Cette situation est quasi identique si l'on considère les deux (2) types de domaines d'activités des entreprises à savoir le moderne et l'informel où le niveau d'investissement était majoritairement « pas satisfaisant » stable (respectivement 64,5% et 77,6%) ;

- au cours du dernier trimestre 2020, avec l'allègement des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, le niveau des investissements réalisé par les entreprises a connu une amélioration. En effet, 51,8% des entreprises ont déclaré une stabilité de leurs investissements contre 20,9% au tout début de la crise sanitaire de la COVID-19. Par domaine d'activités, il en ressort que les entreprises du secteur informel, enregistrent une plus grande stabilité au dernier trimestre 2020, en termes d'investissements (52,1% contre 19,2% au tout début de la crise sanitaire de la COVID-19). Aussi, 45,4% des entreprises du secteur moderne, ont déclaré une baisse d'investissement contre 42,9% de l'informel. Par conséquent, avec l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la COVID-19, 4,8% des entreprises ont affirmé avoir enregistré une hausse de leurs investissements, essentiellement au niveau du secteur informel pour 5,0% d'entre elles ;
- aussi, les mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 n'ont pas eu d'effets majeurs sur le financement des investissements des entreprises en particulier au niveau de celles du secteur informel (79,9% contre 74,9% au trimestre précédent). Au titre des entreprises ayant connu des difficultés de financement de leurs investissements, figurent essentiellement les entreprises individuelles (61,1% des effectifs) et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) avec 16,1% des effectifs ;
- globalement, au niveau des entreprises enquêtées, la pandémie de la COVID-19 continue à avoir des effets négatifs (70,8%, contre 78,5 des effectifs des entreprises enquêtées au trimestre précédent) sur les investissements des entreprises parmi lesquelles, celles du secteur de l'informel sont plus concernées (70,6%, contre 82,4 des entreprises de l'informel) et de façon plus perceptibles si l'on considère la taille des entreprises, au niveau des entreprises individuelles et des PME ;
- une atténuation des effets de mesures restrictives prises par le Gouvernement au tout début de la pandémie de COVID-19 sur les investissements est perceptible au cours du dernier trimestre de l'année 2020. En effet, au dernier trimestre de l'année 2020, selon les déclarations fournies par les entreprises enquêtées, au niveau de tous les deux (2) domaines d'activités confondus (moderne et informel), les principales mesures de lutte de la propagation de la COVID-19, qui ont continué à avoir des impacts négatifs sur le niveau de leurs investissements sont les suivantes : la fermeture des frontières terrestres selon 53,5% des entreprises enquêtées (contre 73,6% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague



d'enquête), la mise en place de mesure de distanciation physique (40,4%, contre 52,2% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague d'enquête) et l'isolement de la ville de Niamey selon 33,4% des entreprises enquêtées, contre 63,9% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague d'enquête.

- la baisse des investissements continue jusqu'au dernier trimestre 2020 quel que soit le domaine d'activités des entreprises interrogées. L'ampleur de la baisse des investissements des entreprises encore constatée au cours du dernier trimestre 2020, est estimée par la grande majorité (40,8%) entre 25-et 50%. Seulement 8,5% des entreprises au dernier trimestre 2020, l'estiment entre 75% et plus contre 11,8% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19 sur les entreprises. Pour faire face, spécifiquement à l'impact de la baisse de leurs investissements, la principale mesure prise par les entreprises est l'achat de matériel et d'outils innovants (30,0% des enquêtées contre 42,1% lors de la 1<sup>ère</sup> vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19). Très peu, parmi les entreprises enquêtées (4,7%) ont eu recours à relocalisation au dernier trimestre 2020 par rapport à la situation qui a prévalu au tout début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 (32,8% des enquêtes à cette période).

❖ **enfin sur la perception et les avis des entreprises/UPI sur les mesures de soutien du Gouvernement pour faire face aux effets de la COVID-19 et les perspectives de retour à la normale de leurs activités**

- les opinions recueillies auprès des entreprises interrogées, suggèrent que ces mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement recueillent une appréciation mitigée de la part des entreprises et plutôt pas favorables car un quart (1/4) d'entre elles, les trouvent « pas du tout satisfaisantes » (24,3%) et seulement 20,2% les qualifient de « satisfaisants », voir graphique 22). En effet, 86,8% n'ont pas sollicité l'aide du Gouvernement au dernier trimestre 2020 pour surmonter la crise sanitaire de la COVID-19, contre 60,3% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête. Ce qui dénoterait d'un manque de sensibilisation et d'une insuffisance de communication à l'endroit des entreprises sur les efforts consentis par le Gouvernement en pleine crise sanitaire de la COVID-19. Cet avis est en majorité partagé par les entreprises du secteur informel (88,4% du total de leur effectif, contre 84,6% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête).
- les raisons avancées par les entreprises n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement au cours du dernier trimestre restent quasi similaires à celles relevées lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19 sur les entreprises. Il s'agit pour l'essentiel du manque d'informations et de conseils adéquats et du manque d'espoir des entreprises sur la possibilité d'en bénéficier car étant jugé compliquée ;
- enfin, pour ce qui a trait aux perspectives de sortie de crise et de retour à la normale de leurs activités, les entreprises interrogées sont plus ou moins pessimistes comparativement, à l'enquête de la 1<sup>ère</sup> vague sur les effets de la



COVID-19 réalisée en septembre 2020. En effet, 19,9% d'entre elles, déclarent que leur situation pourrait revenir à la normale au bout de trois (3) trimestres et même, au-delà d'un (1) an pour 18,6% des enquêtées. En septembre 2020, ces dernières étaient plus optimistes car à cette période, plus du quart (28,6% des entreprises interrogées) envisagent un retour à la normale de leurs activités au bout de deux (2) trimestres, et seulement 10,7% espéraient une sortie de crise au-delà d'un (1) an. Le besoin de trésorerie des entreprises pour un éventuel retour à la normale de leurs activités, se situe entre 500 000 et 1 000 000 FCFA pour la majorité des entreprises enquêtées.

Au regard de l'importance des impacts de la COVID-19 sur l'activité des entreprises du secteur informel et formel et des attentes exprimées par les chefs d'entreprises, les recommandations suivantes ont été formulées à l'endroit du Gouvernement et des partenaires au développement. Elles se résument comme suit :

- 
- la mise en place d'une ligne de crédit bancaire spécifique pour chaque catégorie d'entreprise ;
- une réduction des montants des frais d'électricité et d'eau des entreprises et ;
- poursuivre l'apurement de la dette intérieure de l'Etat et ;
- enfin, intensifier les campagnes de sensibilisation sur la COVID-19 auprès des chefs d'entreprises du secteur informel en priorité.

Les principales difficultés lors de cette deuxième (2<sup>me</sup>) vague d'enquête auprès des entreprises des secteurs moderne et informel ont trait :

- au manque de coopération de certaines entreprises par rapport à l'entretien téléphonique qui est à la base du nombre important de refus malgré les nombreuses relances et ;
- à l'indisponibilité de certaines entreprises du secteur informel répertoriées dans la base de l'Enquête Régionale Intégrée sur le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée en 2017.

## PRINCIPAUX SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ANSD</b>	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal
<b>CATI</b>	Saisie des Données des Entrevues Téléphoniques Assistées par Ordinateur
<b>CIST</b>	Conférence Internationale des Statisticiens du Travail
<b>CMC</b>	Centre Marocain de Conjoncture
<b>COVID-19</b>	Maladie à Coronavirus détectée en 2019 à Wuhan en Chine



<b>DCMIS</b>	Direction de la Coordination et du Management de l'Information Statistique/INS
<b>DCNCEE</b>	Direction de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques/INS
<b>DER</b>	Direction des Enquêtes et des Recensements/INS
<b>DI</b>	Division Informatique/INS
<b>DG</b>	Direction Générale/INS
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DGSE</b>	Modèle d'Equilibre Général Dynamique Stochastique
<b>DQPD</b>	Projet Données de Qualité pour la Prise de Décisions de la Banque Mondiale
<b>DRFM</b>	Direction des ressources Financières et Matérielles/INS
<b>DSEDS</b>	Direction des Statistiques Démographiques et Sociales/INS
<b>EI</b>	Entreprise Individuelle
<b>ERI-ESI</b>	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
<b>GE</b>	Grande Entreprise
<b>IDE</b>	Investissement Direct Etranger
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique du Niger
<b>INSEE</b>	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques de France
<b>ISS</b>	Inspection des Services Statistiques/INS
<b>IPE</b>	Indice de Préparation aux Epidémies
<b>MCS</b>	Matrice de Comptabilité Sociale
<b>MEGC</b>	Modèle d'Equilibre Général Calculable
<b>MSP</b>	Ministère de la Santé Publique
<b>NIF</b>	Numéro d'Identification Fiscale
<b>OCDE</b>	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprise
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SARL</b>	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
<b>SG</b>	Secrétariat Général/INS
<b>TPE</b>	Très Petite Entreprise
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
<b>UPI</b>	Unité de Production Informelle
<b>USE</b>	Unité Suivi et Evaluation

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des entreprises enquêtées du secteur moderne .....	18
Tableau 2 : Répartition des entreprises enquêtées du secteur informel .....	19
Tableau 3 : Bilan des interviews auprès des entreprises (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> vague).....	21
Tableau 4 : Répartition des entreprises par domaine d'activité et par région.....	24
Tableau 5: Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la classification économique .....	25



Tableau 6 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la taille de l'entreprise .....	26
Tableau 7 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la branche d'activité économique principale .....	27
Tableau 8: Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 par domaine d'activité .....	29
Tableau 9: Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au cours du dernier trimestre 2020 par domaine d'activités .....	30
Tableau 10 : Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au cours du dernier trimestre 2020 par secteur d'activité économique .....	31
Tableau 11 : Niveau d'appréciation des entreprises de l'impact des mesures de lutte contre la COVID-19 sur leur chiffre d'affaires.....	34
Tableau 12 : Estimation de la baisse du chiffre d'affaires pour les entreprises/UPI qui sont affectés par les effets de la COVID-19 au dernier trimestre de l'année 2020 par domaine d'activités .....	34
Tableau 13 : Estimation de la baisse du chiffre d'affaires pour les entreprises/UPI qui sont affectés par les effets de la COVID-19 au dernier trimestre de l'année 2020 par selon la branche d'activité économique (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT) .....	35
Tableau 14: Variation de l'effectif salarié trimestriel des entreprises par domaine d'activité au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1ère) vague d'enquête .....	38
Tableau 15: Les mesures d'adaptation des activités habituelles pour minimiser les effets de la COVID-19 sur l'effectif salarié de votre entreprise/UPI.....	39
Tableau 16: Estimation de la baisse de l'effectif salarié des entreprises/UPI depuis le dernier trimestre 2020 .....	39
Tableau 17: Estimation de la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 par domaine d'activités .....	40
Tableau 18: Estimation de la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 par secteur d'activités économiques .....	40
Tableau 19: Estimation de la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 selon la taille .....	40
Tableau 20 : Situation des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 .....	41
Tableau 21 : Situation des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités au cours du dernier trimestre de l'année 2020.....	42
Tableau 22: Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités au cours du dernier trimestre de 2020.....	44
Tableau 23: Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon la taille au cours du dernier trimestre 2020.....	44
Tableau 24 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon la branche d'activités économiques au cours du dernier trimestre 2020 .....	45
Tableau 25: Qualification des effets de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI selon le domaine d'activité au dernier trimestre 2020 .....	47
Tableau 26: Qualification des effets de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI selon la taille au dernier trimestre 2020.....	47
Tableau 27: Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités au cours du dernier trimestre 2020.....	49
Tableau 28: Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI selon la classification économique de l'activité au cours du dernier trimestre 2020.....	50
Tableau 29 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI selon la taille de l'entreprise au cours du dernier trimestre 2020.....	50
Tableau 30: Sollicitation de l'aide du Gouvernement par les entreprises/UPI au dernier trimestre 2020, dans ce contexte de crise sanitaire de la COVID-19 par domaine d'activités .....	52
Tableau 31 : Si non pourquoi les entreprises/UPI n'ont pas sollicité l'aide du Gouvernement au dernier trimestre 2020 par domaine d'activité économique .....	54
Tableau 32: Selon vous, dans combien de temps, anticipez-vous un retour à la normale des activités de votre entreprise/UPI par domaine d'activités .....	55
Tableau 33 : Le besoin de trésorerie des entreprises/UPI en vue du retour de leurs activités à la normale par rapport au domaine d'activité de l'entreprise.....	57
Tableau 34 : Le besoin de trésorerie des entreprises/UPI en vue du retour de leurs activités à la normale par rapport à la taille de l'entreprise .....	58

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Répartition des entreprises par domaine d'activités.....	24
Graphique 2: Répartition des entreprises enquêtées selon leur taille.....	25
Graphique 3: Répartition des entreprises selon la branche d'activités.....	27



Graphique 4 : Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 .....	29
Graphique 5: Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au cours du dernier trimestre 2020 .....	30
Graphique 6 : Impact des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le Gouvernement sur le chiffre d'affaire des entreprises/UPI au dernier trimestre 2020.....	31
Graphique 7 : Principales difficultés spécifiques des entreprises/UPI au cours du dernier trimestre 2020.....	32
Graphique 8 : Stratégies d'adaptation des entreprises/UPI afin d'optimiser l'impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaires.....	33
Graphique 9 : Estimation de la baisse du chiffre d'affaires pour les entreprises/UPI qui sont affectés par les effets de la COVID-19 au dernier trimestre de l'année 2020 .....	34
Graphique 10 : Variation de l'effectif salarié trimestriel des entreprises depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 .....	36
Graphique 11 : Variation de l'effectif salarié trimestriel des entreprises au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1 <sup>ère</sup> ) vague d'enquête .....	37
Graphique 12: Fréquence des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ayant eu des effets sur l'effectif salarié des entreprises au cours du dernier trimestre 2020 .....	38
Graphique 13 : Les effets immédiats des mesures de lutte sur les salariés des entreprises/UPI dans le cas avéré de baisse des effectifs de salarié, au cours du dernier trimestre 2020.....	39
Graphique 14 : Situation des investissements des entreprises/UPI depuis le début de la mise en œuvre (13 mars 2020) des mesures de lutte contre la COVID-19.....	41
Graphique 15: Situation des investissements des entreprises/UPI au cours du dernier trimestre de l'année 2020 en %.....	42
Graphique 16 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI au cours du dernier trimestre de l'année 2020 .....	43
Graphique 17 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI en % au dernier trimestre 2020.....	46
Graphique 18: Impact des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ayant continué à avoir des effets sur le niveau de vos investissements en % au cours du dernier trimestre 2020 .....	48
Graphique 19 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI au cours du dernier trimestre 2020.....	49
Graphique 20 : Mesures prises pour y faire face à l'impact négatif de la COVID-19 sur l'investissement dans votre entreprise/UPI au dernier trimestre 2020.....	51
Graphique 21: Appréciation des entreprises sur les mesures de soutiens pris par le Gouvernement à l'endroit des entreprises/UPI au cours du dernier trimestre 2020.....	52
Graphique 22 : Sollicitation de l'aide du Gouvernement par les entreprises/UPI au dernier trimestre 2020, dans ce contexte de crise sanitaire de la COVID-19 .....	52
Graphique 23 : Si non pourquoi les entreprises/UPI n'ont pas sollicité l'aide du Gouvernement au dernier trimestre 2020 .	53
Graphique 24 : Mesures d'accompagnement d'ordre fiscal, et financier devront être mis en œuvre par le Gouvernement, dans l'immédiat, pour résorber les effets induits de la crise sanitaire de la COVID-19 au niveau des entreprises/UPI ? .....	54
Graphique 25 : Selon vous, dans combien de temps, anticipez-vous un retour à la normale des activités de votre entreprise/UPI ? .....	55
Graphique 26 : Le besoin de trésorerie des entreprises/UPI en vue du retour de leurs activités à la normale .....	57

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Situation des mesures barrières prises par les Etats membres de l'UEMOA.....	62
Annexe 2: Questionnaire de l'enquête téléphonique sur l'impact de la COVID-19 auprès des entreprises (2 <sup>ème</sup> VAGUE).....	63

### I. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS DE L'ENQUETE

La maladie à coronavirus (COVID-19) qui a été déclarée dans la ville de Wuhan en Chine à fin décembre 2019 s'est vite propagée dans plusieurs pays du monde. Cette dernière a eu et



continuera d'avoir des répercussions sanitaires, économiques et financières sans précédent à l'échelle mondiale. En effet, la COVID-19 a été déclarée comme une pandémie mondiale, le 11 mars 2020 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et à ce jour, tous les pays africains ont été affectés. Ainsi, le Fonds International Mondial (FMI), dans ses perspectives sur l'économie mondiale parues en avril 2021, table sur une « récession mondiale historique, avec une contraction de 3,3% du Produit Intérieur Brut (PIB) de la planète » contre une expansion de 2,8% en 2019. En Afrique subsaharienne, une contraction de 1,9 % de l'économie régionale est estimée en 2021 par le FMI suite à la prise en compte des effets induits par la COVID-19 contre une croissance de 3,2% atteinte en 2019. Par ailleurs, les économies les moins diversifiées de l'Afrique subsaharienne seraient les plus gravement touchées sous l'effet de la baisse des cours des produits de base et des mesures contraignantes de lutte contre la propagation de la COVID-19 prises par la plupart de ces pays. Ce constat est corroboré dans un rapport de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), intitulé « l'économie mondiale est en danger », qui montre que la crise sanitaire de la COVID-19 aurait des conséquences sur l'activité économique autant au niveau du secteur formel, qu'informel pour le cas particulier des pays en développement.

**Pour le cas spécifique du Niger, à la date du 31 décembre 2020, selon les statistiques du Ministère de la Santé Publique (MSP), 3 403 cas confirmés ont été déclarés dont 1 828 guéris, et 106 décès, soit un taux de létalité de 3,1%.** Pour faire face à cette pandémie, endiguer sa propagation et limiter ses effets sanitaires, sociaux et économiques qui impactent négativement tant l'économie, les conditions de vie des populations et l'activité des entreprises avec son corollaire de conséquences sur le chiffre d'affaires, la trésorerie, la production, l'emploi, les investissements des entreprises, le Niger, à l'instar des autres pays membres de l'espace UEMOA l'ensemble des pays de l'Union, avait pris des mesures d'urgence. Au titre des mesures d'urgence contraignantes majeures qui ont été prises par le Gouvernement en mi-mars 2020, figuraient : (i) l'instauration du couvre-feu nocturne à Niamey de 19 heures à 06 heures du matin, (ii) l'isolement sanitaire de Niamey, (iii) la réduction des horaires de travail, (iv) la fermeture des frontières terrestres et aériennes, (v) la fermeture des lieux de culte, de loisir, des salles de spectacles et assimilés, (vi) la suspension des séminaires et des ateliers et (vii) l'interdiction des rassemblements de personnes. Dans ce contexte sanitaire difficile, les dernières prévisions du Comité de Cadrage Macro-économique et budgétaire tablent sur croissance économique de 1,0% en 2020 au Niger contre 5,9% en 2019 (INS, comptes rapides 2019 de juin 2020).

A cet effet, l'INS a entrepris avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, de mener des investigations poussées en organisant une enquête quantitative et qualitative auprès des entreprises nigériennes des secteurs modernes et informel pour apprécier l'impact des mesures d'urgence prises par le Gouvernement selon une périodicité trimestrielle.

C'est dans cette perspective que l'INS du Niger a initié une série d'enquête téléphonique à haute fréquence à périodicité trimestrielle sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises qui en est à sa deuxième (2<sup>ème</sup>) vague.



Ainsi, cette deuxième (2<sup>ème</sup>) vague d'enquête sur l'impact économique de la COVID-19 réalisée par l'INS, a aussi tenté de répondre aux préoccupations suivantes :

1. Quels sont les principaux canaux de transmission <sup>1</sup>de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie nigérienne ?
2. Quelle est l'ampleur de l'impact économique de la COVID-19 sur les entreprises des secteurs formel et informels comparativement à la 1<sup>ère</sup> vague ?
3. Quels sont les stratégies de mitigation et le plan d'action à adopter à court, moyen et long terme pour juguler les effets économiques induits par la pandémie de la COVID-19 ?

## II. OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'objectif général de l'enquête est de contribuer à la réflexion sur l'évaluation de l'impact économique de la pandémie du coronavirus (COVID-19) au Niger et de proposer des mesures de mitigation.

Plus spécifiquement, il s'agit :

1. d'identifier les principaux canaux de transmission des impacts économiques de la pandémie (le chiffre d'affaires, l'emploi et les investissements) ;
2. de faire une évaluation quantitative et qualitative de l'impact économique de la COVID-19 sur les entreprises des secteurs moderne et informel en vue de la relance de leurs activités économiques ;
2. de proposer des axes d'interventions concrètes pour la mitigation des effets et la prévention et élaborer un plan d'actions de mise en œuvre à court, moyen et long terme.

## III. DEFINITION DE QUELQUES CONCEPTS CLES DE L'ENQUETE

En amont, les principaux concepts soulevés dans le cadre de cette enquête ont été abordés.

**Activité** : il s'agit d'un ensemble de tâches nécessaires constituant un sous-ensemble ou un service. Dans une entreprise de services d'assurance par exemple, un bon exemple d'activité, est l'examen des requêtes, qui peut faire partie du sous-processus de validation des réclamations, qui peut à son tour faire partie du processus de gestion des affaires ;

**Activité économique principale** : dans une entreprise, c'est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toutes les autres activités exercées dans l'entreprise (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à

---

<sup>1</sup> On entend par **canaux de transmission**, les voies par lesquelles une décision de politique économique, un choc interne/externe à l'instar d'une crise sanitaire ou tout autre fait majeur, affectent les comportements des agents économiques, agissent sur tous les secteurs économiques. L'identification des canaux de transmission informe sur le moyen par lequel tout choc ou toute crise, ou décision de politique économique affecte le secteurs clés d'une économie donnée.



d'autres entreprises, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur) ;

**Activité économique secondaire** : c'est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production ;

**Canaux de transmission** : en théorie de l'information, un canal de communication ou canal de transmission est un support (physique ou non) permettant la transmission d'une certaine quantité d'information, depuis une source (ou émetteur) vers un destinataire (ou récepteur). Rapporté au contexte économique, on entend par **canaux de transmission**, les voies par lesquelles une décision de politique économique, un choc interne/externe ou tout autre fait majeur, affectent les comportements des agents économiques, agit sur tous les secteurs économiques. L'identification des canaux de transmission informe sur le moyen par lequel tout choc ou décision de politique économique affecte le secteurs clés de l'économie ;

**Chiffre d'affaires** : il est égal à la somme des ventes de biens ou de services d'une entreprise. Il est égal au montant (hors taxes) de l'ensemble des transactions réalisées par l'entreprise avec des tiers dans le cadre de son activité normale et courante ;

**Comptabilité analytique** : la comptabilité analytique a pour objet de fournir aux décideurs dans l'entreprise ou dans l'organisation, les informations nécessaires à la prise de décision. Elle se base sur le compte de résultat et a pour but, de voir la rentabilité exacte des produits ou services, dans société, (bénéfices ou pertes dégagés sur une activité ou produit vendu), afin de remanier les "postes défaillants" et de "développer les produits" qui ont le plus demandés ;

**Comptabilité générale** : il s'agit d'un système d'organisation dans lequel des flux et opérations sont traduits en termes financiers. Ils reflètent ainsi le patrimoine et les performances d'une entreprise qui peuvent, tous deux, être analysés ;

**Coopérative** : c'est la combinaison d'un regroupement de personnes et d'une entreprise fondée sur la participation économique des membres, en capital et en opérations. Son organisation et son fonctionnement sont caractérisés par des principes et des valeurs qui confèrent à chaque coopérative un caractère universel, quel que soit son objet ou son secteur d'activité. Une partie de ces principes et valeurs, comme la démocratie à travers l'égalité de voix entre les membres, est traduite en norme juridique ;

**COVID-19** : un nouveau virus est apparu à Wuhan, Chine, au début du mois de décembre 2019. Une personne de 55 ans originaire de la province de Hubei en Chine serait la première personne à avoir contracté le COVID-19, maladie provoquée par le nouveau coronavirus sévissant à travers le globe. L'OMS a appelé la maladie provoquée par le virus COVID-19 en mettant en référence le type du virus et l'année où il a émergé. Selon l'OMS et les scientifiques, le coronavirus, proche du SARS-CoV-2, proviendrait d'une chauve-souris qui



aurait transmis les germes à un autre animal probablement le pangolin lequel l'a transmis aux humains ;

**Entreprise** : il s'agit d'un organisme structuré et autonome qui, à l'aide des facteurs de production, produit des biens et des services en vue de satisfaire des besoins exprimés sur un marché, tout en réalisant un bénéfice. Une entreprise peut être une société, une quasi-société, une institution sans but lucratif ou une entreprise non constituée en société ;

**Epidémie** : selon l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), une épidémie (du grec epi = au-dessus et demos = peuple) est la propagation rapide d'une maladie à un grand nombre de personnes, le plus souvent par contagion. L'épidémiologie la définit par une augmentation du nombre de cas survenant dans une population donnée, pendant une période donnée et dans un lieu donné, atteignant un taux supérieur au taux habituel ;

**Evaluation d'impact** : selon bon nombre d'économistes, une évaluation d'impact cherche à mesurer les effets qui sont **attribuables** à un choc interne ou externe ou à une intervention ;

**Entreprise Individuelle (EI)** des formes juridiques les plus utilisées, l'entreprise individuelle est aussi appelée entreprise en nom personnel. C'est la structure de référence des artisans, des commerçants et des professions libérales. L'entrepreneur est seul (sans associés), et il a le statut de travailleur indépendant ;

**Impact** : selon bon nombre d'économistes, une évaluation d'impact cherche à mesurer les effets qui sont attribuables à un choc interne ou externe ou à une intervention ;

**Investissement** : c'est une opération par laquelle une entreprise acquiert des biens de production. Il constitue donc un flux qui vient en accroissement du stock de capital ;

**Mesures de lutte** : il s'agit de mesures de précaution prises pour lutter contre un phénomène donné ;

**Mesures de soutien** : il s'agit de mesure d'accompagnement tenant à atténuer l'effet/impact d'un choc, phénomène ou une situation donnée ;

**Numéro d'Identification Fiscale (NIF)** : le numéro d'identification fiscale est unique, fiable et fixé pour toujours. Il est également délivré par l'administration fiscale au moment de l'enregistrement de l'entreprise.

**Pandémie** : selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), on parle de pandémie en cas de propagation mondiale d'une nouvelle maladie. La principale différence entre une épidémie et une pandémie résulte dans l'ampleur géographique d'une maladie infectieuse et donc le niveau de gravité et l'impact ;

**Secteur moderne** : Egalement appelé secteur formel, secteur structuré ou organisé sur le plan comptable, il regroupe les entreprises qui fournissent (ou devraient fournir) des informations économiques (documents comptables), qui ont un numéro d'identification fiscal (NIF) et /ou qui ont des structures de production dites modernes ;

**Secteur informel** : il regroupe les unités productrices qui n'ont pas de NIF, ont une activité non enregistrée, et/ou dépourvue de comptabilité formelle écrite.

**Société** : une société est une entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour



son ou ses propriétaires ; elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

**Société Anonyme (SA) :** la société anonyme est la société commerciale dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Le nombre des associés ne peut être inférieur à sept. La SA est administrée par au moins trois (3) administrateurs et au plus douze (12), nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée n'excédant pas six (6) ans ;

**Société A Responsabilité Limitée (SARL) :** il s'agit d'une société commerciale dans laquelle la responsabilité des associés est limitée au montant de leur apport. Le capital social minimum est moindre que dans les SA. Le nombre des associés ne peut excéder cinquante (50). La SARL est administrée par un (1) ou plusieurs gérants, associés ou non ;

**Stratégies de mitigation :** il s'agit de mesures de précaution tendant à amortir, voire réduire, les effets négatifs résultant d'une situation ou d'un état donné ;

**Unité de Production Informelle :** le cadre conceptuel du secteur informel intègre trois (3) critères essentiels issus de la 15<sup>ème</sup> Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) de 1993, pour définir le secteur informel. Il s'agit de (i) l'organisation légale des entreprises, (ii) la propriété et (iii) le type de comptabilité. Ainsi, de façon opérationnelle, dans le cadre de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017, au Niger, les UPI sont des travailleurs à compte propre, ou des employeurs qui remplissent les conditions suivantes : (i) ne tiennent pas de comptabilité formelle, (ii) ne sont pas enregistrés à la DGI, et (iii) la production des biens ou des services sont marchands.

En outre, les entreprises du secteur informel comprennent les entreprises familiales pour compte propre et celles qui emploient du personnel rémunéré. Il faut noter que toutes ces entreprises doivent produire des biens et services marchands.

## IV. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Une enquête téléphonique qualitative et quantitative a été effectuée et de faire ressortir l'impact de la COVID-19 au niveau de l'emploi, du chiffre d'affaires et de l'investissement des entreprises. Le champ de l'enquête est national avec un échantillon représentatif selon le milieu de résidence (urbain et rural) et concerne les entreprises des secteurs moderne et informel qui sont les deux domaines d'études retenus. La méthodologie est décrite ainsi qu'il suit :

### IV. 1. Bases de sondage de l'enquête auprès des entreprises

L'échantillon de l'enquête auprès des entreprises du secteur moderne a été tiré à partir du répertoire des entreprises du secteur moderne le plus récent élaboré par l'INS à savoir celui de l'année 2019. Cette base a été utilisée du fait qu'elle contient les données téléphoniques des principales entreprises du Niger et d'autres informations pertinentes (branche d'activités, chiffres d'affaires, etc.).



Quant aux entreprises du secteur informel, à l'instar de l'approche méthodologique utilisée par des pays ayant réalisé des enquêtes similaires, la liste des Unités de Production Informelles (UPI) contenues au niveau de la base de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), laquelle contient aussi des informations sur les numéros de téléphone des chefs d'unités de production informelles ainsi que leur nom, prénom et leur localisation, a été retenue comme base de sondage. En effet, il s'agit de l'enquête la plus récente sur le secteur informel réalisée par l'INS-NIGER en 2017, et harmonisée au niveau des pays membres de l'UEMOA.

La taille optimale de l'échantillon obtenue a été de 1 200 entreprises dont 400 entreprises du secteur moderne et 800 unités de productions informelles (UPI).

#### IV. 2. Méthodologie d'échantillonnage des entreprises à enquêter

Etant donné qu'il est attendu que les résultats soient significatifs au niveau national sur les deux (2) domaines d'étude retenus (le moderne et l'informel), l'échantillonnage a été fait indépendamment dans les deux (2) domaines et stratifié par branche d'activités pour renforcer la précision des estimations. Une allocation proportionnelle du poids de chaque branche d'activités dans la valeur ajoutée totale de chaque secteur (moderne et informel) a été faite. Pour ce faire, les entreprises ont été tirées au hasard à l'intérieur de chaque strate (branche d'activités) au moyen d'un sondage aléatoire systématique (SAS).

##### ➤ *Pour les entreprises du secteur moderne :*

La répartition des entreprises par branche d'activités a été faite suivant une allocation proportionnelle à leur poids dans la valeur ajoutée totale du secteur moderne marchande. Cependant, compte tenu de la situation dans certaines branches où opèrent des grandes entreprises avec des effectifs limités (cas de la production d'électricité, d'eau, et des télécommunications), des redressements ont été faits dans la méthode d'allocation proportionnelle. Le tableau 1 donne la répartition de l'effectif de l'échantillon des entreprises du secteur moderne obtenu qui tient compte de l'effectif au niveau de certaines branches d'activités.

**Tableau 1 : Répartition des entreprises enquêtées du secteur moderne**

Branches d'activités	Effectifs retenus	Pourcentage
Activités extractives	4	1,0%
Activités de fabrication	71	17,9%
Production et distribution électricité et gaz	1	0,3%
Production et distribution eau, assainissement	1	0,3%
Construction	8	2,0%
Commerce, réparation auto et motocycles	145	36,2%
Transports et entreposage	27	6,8%
Activités d'hébergement et de restauration	11	2,8%
Communications et information	10	2,5%
Activités financières et d'assurances	10	2,5%
Activités immobilières	3	0,7%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	48	11,9%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	11	2,7%
Enseignement	20	5,0%
Activités de santé humaine et d'action sociale	5	1,3%



Branches d'activités	Effectifs retenus	Pourcentage
Activités d'autres services	26	6,4%
Total	400	100%

Source : INS (2020), à partir du répertoire 2020 des entreprises

### ➤ Pour les entreprises du secteur informel (Unités de Production Informelles)

La répartition des Unités de Production Informelles (UPI) par branches d'activités suit les mêmes proportions que leurs poids dans la valeur ajoutée du secteur informel marchand. Ainsi, l'échantillon retenu pour le secteur informel se présente dans le tableau 2 comme suit :

**Tableau 2 : Répartition des entreprises enquêtées du secteur informel**

Branches d'activités	Effectifs retenus	Pourcentage
Activités extractives	7	0,9%
Activités de fabrication	281	35,2%
Production et distribution électricité et gaz	0	0,0%
Production et distribution eau, assainissement	0	0,0%
Construction	24	3,0%
Commerce, réparation auto et motocycles	306	38,2%
Transports et entreposage	31	3,9%
Activités d'hébergement et de restauration	23	2,9%
Communications et information	0	0,0%
Activités financières et d'assurances	1	0,1%
Activités immobilières	4	0,5%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	9	1,1%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	3	0,4%
Enseignement	4	0,5%
Activités de santé humaine et d'action sociale	4	0,5%
Activités d'autres services	103	12,9%
Total	800	100,0%

Source : INS (2020), à partir du répertoire 2020 des entreprises

### IV.3. Dispositif de réalisation de l'enquête

Pour collecter des données fiables et de qualité, il a été mis en place une équipe technique multidisciplinaire. Cette équipe multidisciplinaire a conduit l'ensemble des activités techniques de l'enquête. Elle était, ainsi, chargée de l'examen et de l'adoption des objectifs et résultats attendus de l'enquête, de l'élaboration de la méthodologie de l'enquête, de la finalisation du questionnaire, du respect du calendrier de l'enquête. Elle a assuré la formation des agents enquêteurs, la supervision de la collecte des données et a veillé à leur qualité. Elle a été également chargée de l'élaboration du plan d'analyse du traitement et de l'analyse des données en vue de la rédaction des rapports mensuels et définitifs de l'enquête.



Les préparatifs de l'enquête ont débuté avec la mise à jour du chronogramme de l'enquête et celle du questionnaire, qui s'est effectuée durant toute la deuxième (2<sup>ème</sup>) quinzaine du mois de janvier 2021. Par la suite, au cours du mois de février 2021, la préparation des tablettes, l'implémentation du questionnaire actualisé ainsi que l'affectation des entreprises aux enquêteurs ont été effectués.

#### VI.4. Formation des agents de collecte

Il a été procédé au rappel des vingt-cinq (25) agents enquêteurs expérimentés dans la collecte des données auprès des entreprises dont cinq (5) chefs d'équipes. Ces 25 agents de collecte avaient en effet, effectué la collecte des données lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague d'enquête téléphonique auprès des entreprises.

Avant d'entamer les entretiens téléphoniques, une séance de formation d'une (1) journée a été organisée en début de mois de mars 2021, afin de présenter aux enquêteurs les modifications apportées au questionnaire initial et de les mettre à niveau par rapport à la manipulation des tablettes.

Un questionnaire unique prenant en compte les caractéristiques du secteur moderne et celles de l'informel, a été élaboré et adapté aux réalités du Niger. Ce questionnaire a été administré à toutes les entreprises de l'échantillon de l'enquête qui ont pu être jointes au téléphone.

Il est destiné à recueillir des informations sur les caractéristiques des entreprises (le domaine d'activité, la localisation géographique, le statut juridique, la classification économique, la branche d'activité principale et secondaire etc.), l'impact de la COVID sur le chiffre d'affaire, l'emploi et l'investissement et enfin les attentes, la perception, et les avis des entreprises enquêtées par rapport aux mesures de soutien annoncées par le Gouvernement pour atténuer les effets induits par la pandémie de la COVID-19.

#### VI.5. Mise à jour du questionnaire

Un questionnaire unique prenant en compte les caractéristiques du secteur moderne et celles de l'informel, avait été élaboré et adapté aux réalités du Niger lors de la 1<sup>ère</sup> vague d'enquête téléphonique auprès des entreprises. Ce questionnaire a été administré à toutes les entreprises de l'échantillon de l'enquête qui ont pu être jointes au téléphone.

Les travaux de mise à jour du questionnaire se sont attelés sur une quinzaine de jours et ont consisté à le simplifier, le réadapter en se basant sur les observations formulées par les agents enquêteurs et les résultats issus de la 1<sup>ère</sup> vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19.

#### IV.6. Collecte, traitement et analyse des données

Les interviews téléphoniques proprement dits n'ont pu débuter que le 10 mars 2021 pour une durée de vingt (20) jours ouvrables. Ils ont ainsi pris fin, le 06 avril 2021. Un total de 1 200 entreprises avait été affecté aux agents enquêteurs à raison de 60 entreprises par agent dont quarante (40) du secteur informel et vingt (20) pour ce qui est du moderne. Chacune de cinq (5) équipes, en sus du chef d'équipe qui veillait à la cohérence des informations saisies par les



enquêteurs sur les tablettes, a été supervisée par un (1) des membres de l'équipe technique de l'étude, soit cinq (5) superviseurs au total.

Le rôle assigné aux superviseurs était d'assurer le contrôle de la qualité des données transmises par le chef d'équipe. A cet effet, le superviseur avait la latitude d'approuver ou de rejeter « en temps réel et en ligne », les questionnaires qui lui étaient transmis par le chef de l'équipe qu'il supervise. Au cas où le questionnaire transmis comportait trop d'incohérences et d'informations manquantes, le superviseur rejetait le questionnaire en motivant son appréciation à travers des commentaires visibles par le chef d'équipe au niveau de sa tablette lorsqu'il est connecté. Ensuite, le questionnaire est renvoyé automatiquement au chef d'équipe qui le retourne à l'enquêteur concerné afin de le corriger ou de le compléter éventuellement.

Les données recueillies lors des entretiens téléphoniques ont été enregistrées sur tablette en utilisant la plateforme « Survey Solutions » de la Banque Mondiale pour la collecte des données par CAPI et envoyées par la suite sur le serveur. Une fois vérifiée l'effectivité des données saisies sur les tablettes, ces dernières sont concaténées.

En ce qui concerne l'apurement et le traitement des données, le logiciel SPSS a été utilisé et a permis de générer les tableaux de résultats de collecte pour l'analyse. A cet effet, un tri à plat a été effectué afin de faire ressortir le nombre de réponses pour chaque modalité, ainsi que le pourcentage de réponses calculé par rapport au nombre de répondants et de « non réponses ». Un arbitrage a été opéré afin d'imputer les valeurs manquantes (missing), ensuite, des corrections ont été apportées aux questions comportant des filtres et pour lesquelles des incohérences ont été détectées.

#### IV.7. Bilan comparatif de la collecte des données par téléphone auprès des entreprises pour la 2<sup>ème</sup> vague par rapport à la première (1<sup>ère</sup>)

En effet, à l'issue de la collecte, le bilan provisoire de la 2<sup>ème</sup> vague, révèle que 1 185 entreprises ont été joints au téléphone pour une interview. 703 entreprises ont été interviewées avec succès soit 58,6% (contre 48,5% pour la 1<sup>ère</sup> vague) et 16 interviews ont été partiellement achevés soit 1,3% (contre 3,7% pour la 1<sup>ère</sup> vague). Il a été enregistré un pourcentage de refus (4,4% contre 11,3% pour la 1<sup>ère</sup> vague) et de non réponse (8,1% contre 8,4% pour la 1<sup>ère</sup> vague) moins élevé que celui de la 1<sup>ère</sup> vague. Les proportions de numéros invalides et de téléphones fermés, respectivement de 10,8% et 11,8%, sont significatives mais en deçà de celles de la 1<sup>ère</sup> vague (respectivement de 12,8% et 12,1%).

**Tableau 3 : Bilan des interviews auprès des entreprises (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> vague)**

RESULTATS DES ENQUETES	1ère VAGUE (1)		2ème VAGUE (2)		Ecart (2)-(1)	
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	NOMBRE	%
<b>Achévé</b>	<b>582</b>	<b>48,5</b>	<b>703</b>	<b>58,6</b>	<b>121</b>	<b>10,4</b>
Partiellement achevé	32	3,7	16	1,3	-16	-2,4



RESULTATS DES ENQUETES	1ère VAGUE (1)		2ème VAGUE (2)		Ecart (2)-(1)	
SITUATION DES QUESTIONNAIRES	NOMBRE	%	NOMBRE	%	NOMBRE	%
Refus	135	11,3	53	4,4	-82	-6,9
Ne peut pas comprendre la langue	7	0,6	9	0,8	2	0,2
Aucune réponse	101	8,4	97	8,1	-4	-0,3
Numéro invalide	154	12,8	129	10,8	-25	-2
Téléphone fermé / injoignable	145	12,1	142	11,8	-3	-0,3
Ne connaît pas l'entreprise	27	2,3	31	2,6	4	0,3
Ne peut/veut pas rendre visite à l'entreprise	2	0,2	1	0,1	-1	-0,1
Total	1185	99,9	1181	98,8	-4	-1,1
Manquants	15	0,1	19	1,2	4	1,1
Total	1200	100,0	1200	100,0	0	0

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

#### IV.9. Limites de l'enquête téléphonique auprès des entreprises

A l'instar de toute enquête par sondage, les résultats de cette dernière pourraient contenir des erreurs d'échantillonnage liés au fait qu'une partie de la population des entreprises nationales a été couverte ;

Bien que l'encadrement de la collecte ait été assuré en permanence par les membres de l'équipe technique, il n'est pas exclu que par moment, les agents de collecte, aient pu commettre quelques erreurs d'enregistrement dû à la formulation de certaines questions ou à la mauvaise compréhension des enquêtés ;

En outre, la collecte des données par téléphone au niveau des entreprises de l'informel situées pour la plupart, en zones rurales est souvent difficile, notamment à cause des problèmes de couverture du réseau. Ce qui ne permet pas de les joindre aisément ;

**L'impossibilité de joindre certaines entreprises** est dû au fait qu'avec la généralisation du téléphone portable, beaucoup d'entreprises ont abandonné leurs lignes téléphoniques fixes. Pourtant, quand il s'agit de remplir un formulaire, un questionnaire ou tout autre document administratif, elles portent leurs numéros fixes. C'est ainsi que beaucoup d'agents enquêteurs n'ont pas pu joindre des entreprises soit parce que les numéros ne passent pas, soit parce que ça sonne mais personne ne décroche durant toute la période de collecte. Cette situation est renseignée par les modalités « **numéros invalide** » ou « **aucune réponse** ».

Certains numéros ont été réattribués à d'autres personnes : en effet lorsqu'un numéro n'est pas activé pendant une certaine période, les opérateurs de téléphonie suspendent l'abonnement et le numéro est attribué à une tierce personne. Cette situation est captée par



la modalité « **ne connaît pas l'entreprises** ». D'autres numéros déclarés par les entreprises sont des numéros de leurs employés. Les agents enquêteurs sont tombés sur quelque cas d'individus qui ont quitté l'entreprise qu'on souhaite interroger.

A cela s'ajoutent enfin, les **cas de refus**. En effet, beaucoup d'entreprises contactées ont refusé de répondre au questionnaire par téléphone sous prétexte que l'INS ne les a jamais interrogé par téléphone. Elles ont exigé la présence physique de l'agent enquêteur avec une correspondance du Directeur Général de l'INS ou tout autre preuve qu'ils sont mandatés par l'INS. A cet effet, des lettres officielles ont été élaborées et transmises par courriel aux entreprises qui l'on exigé. Certaines entreprises, à l'image de la 1<sup>ère</sup> vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 sur les entreprises, ont été étonnées qu'on les appelle sur des téléphones portables et non de téléphones fixes, comme de coutume. D'autres chefs entreprises ont déclaré qu'ils seront rassurés quand ils auront le questionnaire physique sous leurs yeux, ce qui a nécessité le déplacement de certains enquêteurs. Enfin, une catégorie de chefs d'entreprises a tout simplement refusé de répondre parce qu'elle n'a pas eu l'opportunité d'exercer une activité, bien avant l'apparition de la COVID-19 et la mise en œuvre des mesures restrictives du Gouvernement y relatives.

Outre cela, les numéros de téléphone contenus dans la base de données de l'enquête ERI-ESI qui a servi de base de sondage, se doivent d'être actualisées, car avec la durée, certains numéros ne sont plus valides ou ont été réattribués. Quant aux numéros ayant servi à l'échantillonnage des entreprises du secteur moderne, ils doivent être actualisés avec le répertoire des entreprises le plus récent.

Toutefois, malgré toutes ces limites inhérentes aux opérations de collecte par voie téléphonique, qui constitue un défi, il convient de noter, que cela n'a pas altéré la qualité des informations contenues dans les résultats globaux de l'enquête menée auprès des entreprises.

## V. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE TELEPHONIQUE AUPRES DES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL

En lien avec la méthodologie développée dans le chapitre précédent, les principaux résultats de l'enquête téléphonique auprès des entreprises des secteurs moderne et informels, pour ce qui est de la deuxième (2<sup>ème</sup>) vague, sont analysés succinctement.

### V.1. Profil des entreprises enquêtées

Cette enquête, qui en est à sa deuxième (2<sup>ème</sup>) vague, s'est déroulée auprès de 1 200 entreprises réparties sur l'ensemble des huit (8) régions du pays. Dans cette partie, l'analyse est réalisée par rapport aux entreprises qui ont répondu totalement (interview achevé) au questionnaire qui leur a été administré. Il faut rappeler que sur les 1200 entreprises échantillons, 703 entreprises ont fourni des réponses sur leur domaine d'activités, soit un taux de réponses de 58,6% (562 du secteur informel (79,9%) et 141 du secteur moderne (20,1%) comme l'indique le graphique 1 ci-dessous).






Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

En outre l'analyse, selon la classification économique (tableau 8), fait ressortir que 59,5% des entreprises enquêtées relèvent du secteur du commerce, suivi du secteur des services (24,8%), du secteur agricole (5,7%), du secteur artisanale (5,3%) et du secteur industriel (4,8%).

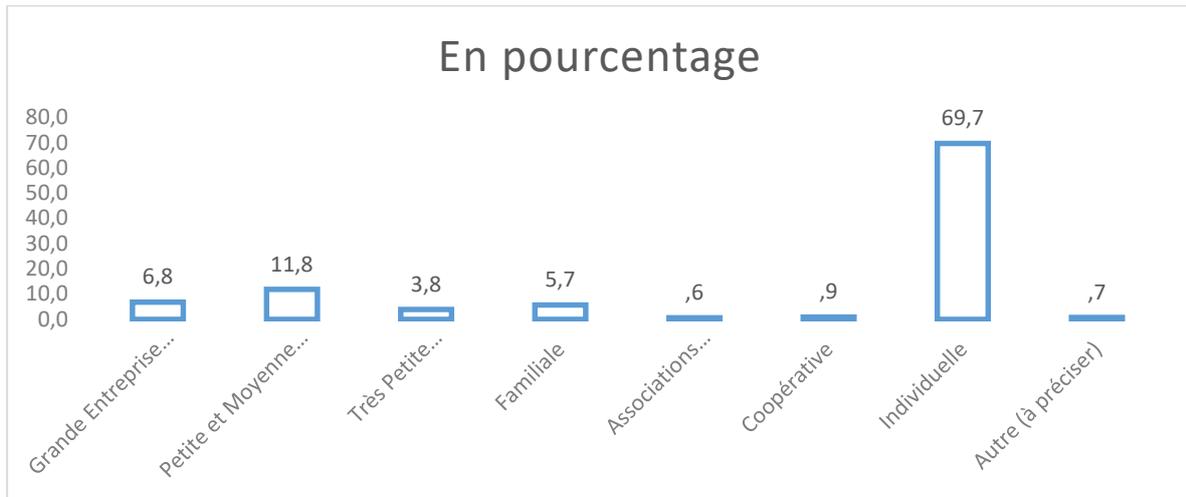
**Tableau 5: Répartition des entreprises enquêtées par domaine d'activités et selon la classification économique**

Classification économique selon l'activité		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Industrielle	Effectifs	20	14	34
	%	2,8%	2,0%	4,8%
Commerciale	Effectifs	77	341	418
	%	11,0%	48,5%	59,5%
Artisanale	Effectifs	1	36	37
	%	,1%	5,1%	5,3%
Agricole	Effectifs	0	40	40
	%	0,0%	5,7%	5,7%
Service	Effectifs	43	131	174
	%	6,1%	18,6%	24,8%
Total	Effectifs	141	562	703
	%	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

En ce qui concerne, la taille des entreprises enquêtées (graphique 2 et tableau 6), les résultats de l'enquête font ressortir que 69,7% d'entre elles sont de type individuelle, suivies des petites et moyennes entreprises 11,8%, des grandes entreprises (6,8%), des très petites entreprises (11,0%), des entreprises familiales (5,7%), des très petites entreprises (3,8%). Le graphique n°2 et le tableau n°6 illustre cette répartition. Aussi, la majorité des entreprises du secteur informel enquêtées sont des entreprises individuelles (96,9%). Quant à celles du secteur moderne, elles se composent essentiellement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) (45,4%) et des Grandes Entreprises (GE) (32,6%).

**Graphique 2: Répartition des entreprises enquêtées selon leur taille**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 6 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la taille de l'entreprise**

Classification économique selon la taille de l'entreprise		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Grande Entreprise (GE)	Effectifs	46	2	48
	%	6,5%	0,3%	6,8%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectifs	64	19	83
	%	9,1%	2,7%	11,8%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectifs	10	17	27
	%	1,4%	2,4%	3,8%
Familiale	Effectifs	1	39	40
	%	0,1%	5,5%	5,7%
Associations d'entrepreneurs	Effectifs	1	3	4
	%	0,1%	0,4%	0,6%
Coopérative	Effectifs	2	4	6
	%	,3%	0,6%	,9%
Individuelle	Effectifs	15	475	490
	%	2,1%	67,6%	69,7%
Autre (à préciser)	Effectifs	2	3	5
	%	0,3%	0,4%	0,7%
Total	Effectifs	141	562	703
	%	20,1%	79,9%	100,0%

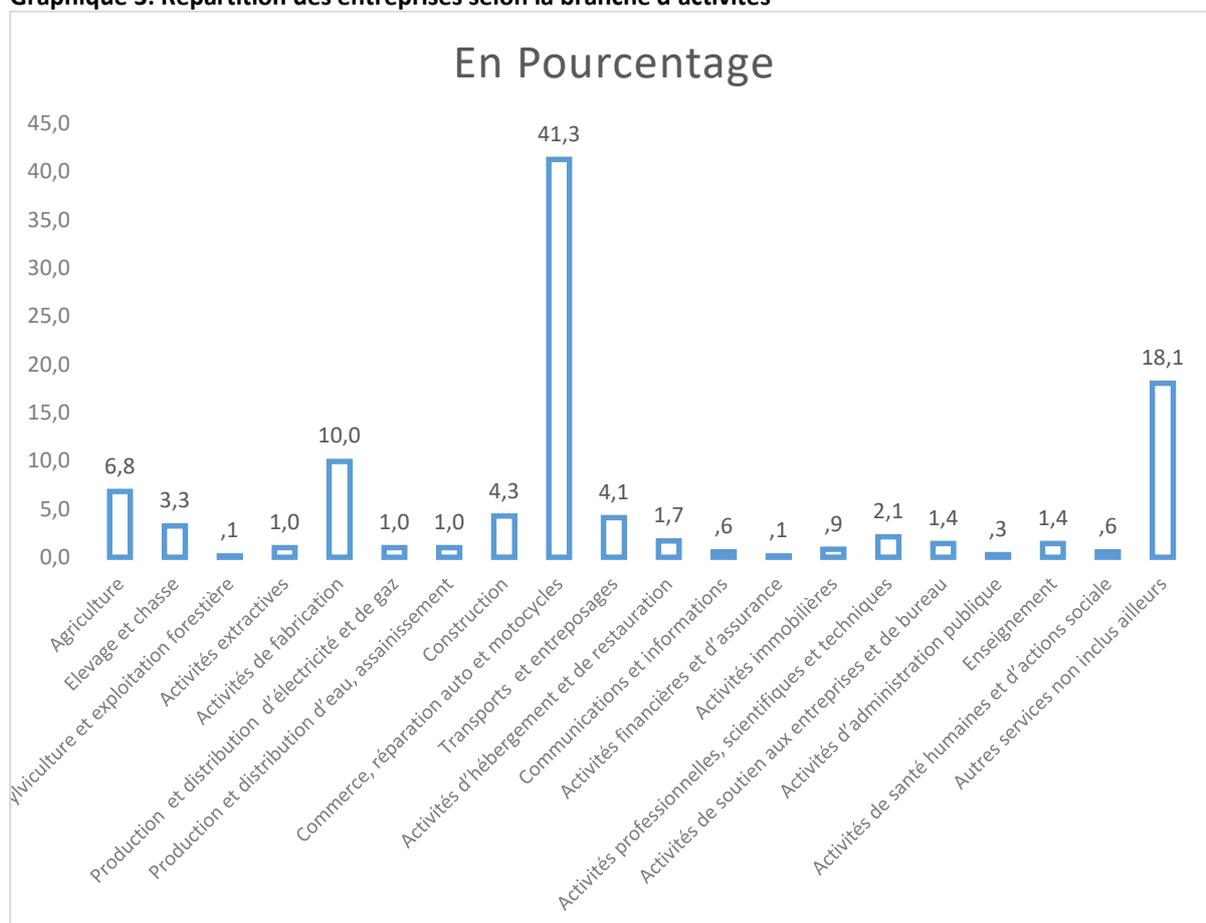
Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

S'agissant de la répartition des entreprises enquêtées selon la branche d'activités principale (graphique 3), les résultats de l'enquête font ressortir que 41,3% de ces entreprises sont dans le commerce suivies des autres services non inclus ailleurs (18,1%), des activités de fabrication (10,0%), de l'agriculture (6,8%), de la construction (4,3%), du transport (4,1%), des activités d'hébergement et de restauration (2,8%), de l'élevage et de la chasse (3,3%) et des activités professionnelles, scientifiques et techniques (2,1%). Les autres branches d'activités citées représentent pour chacune moins de 2% comme indiqué dans le tableau 7 ci-dessous.



S'agissant de la répartition des entreprises par branche économique principale et par domaine d'activités, il y'a lieu de constater qu'en majorité (44,1%), à savoir, les entreprises de la branche commerce, celles des services non inclus ailleurs (17,4%) et de la fabrication (11,4%) exercent dans le secteur informel. Cela est aussi perceptible au niveau du secteur moderne où 29,8% des entreprises y exerçant proviennent de la branche commerce.

**Graphique 3: Répartition des entreprises selon la branche d'activités**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 7 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la branche d'activité économique principale**

Branche d'activités économique principale selon la nomenclature des pays membres d'AFRISTAT		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UPI ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Agriculture	Effectifs	2	46	48
	%	,3%	6,5%	6,8%
Elevage et chasse	Effectifs	0	23	23
	%	0,0%	3,3%	3,3%
Sylviculture et exploitation forestière	Effectifs	0	1	1
	%	0,0%	,1%	,1%
Activités extractives	Effectifs	0	7	7
	%	0,0%	1,0%	1,0%



Branche d'activités économique principale selon la nomenclature des pays membres d'AFRISTAT		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Activités de fabrication	Effectifs	8	62	70
	%	1,1%	8,8%	10,0%
Production et distribution d'électricité et de gaz	Effectifs	5	2	7
	%	,7%	,3%	1,0%
Production et distribution d'eau, assainissement	Effectifs	3	4	7
	%	,4%	,6%	1,0%
Construction	Effectifs	5	25	30
	%	,7%	3,6%	4,3%
Commerce, réparation auto et motocycles	Effectifs	42	248	290
	%	6,0%	35,3%	41,3%
Transports et entreposages	Effectifs	4	25	29
	%	,6%	3,6%	4,1%
Activités d'hébergement et de restauration	Effectifs	4	8	12
	%	,6%	1,1%	1,7%
Communications et informations	Effectifs	2	2	4
	%	,3%	,3%	,6%
Activités financières et d'assurance	Effectifs	1	0	1
	%	,1%	0,0%	,1%
Activités immobilières	Effectifs	1	5	6
	%	,1%	,7%	,9%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Effectifs	14	1	15
	%	2,0%	,1%	2,1%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	Effectifs	10	0	10
	%	1,4%	0,0%	1,4%
Activités d'administration publique	Effectifs	2	0	2
	%	,3%	0,0%	,3%
Enseignement	Effectifs	7	3	10
	%	1,0%	,4%	1,4%
Activités de santé humaines et d'actions sociale	Effectifs	2	2	4
	%	,3%	,3%	,6%
Autres services non inclus ailleurs	Effectifs	29	98	127
	%	4,1%	13,9%	18,1%
Total	Effectifs	141	562	703
	%	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

## V. 2. Impact de la COVID-19 sur la performance des entreprises au dernier trimestre 2020

Les impacts immédiats de la COVID-19 sur la performance des entreprises ont notamment été appréciés sur le chiffre d'affaires, l'emploi et les investissements.

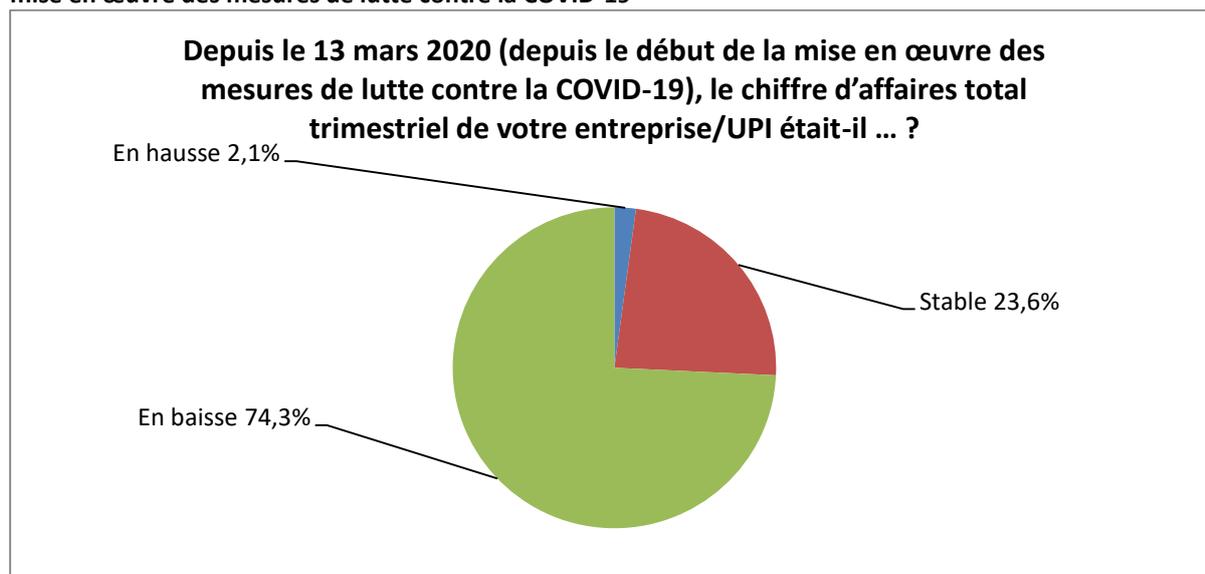
### V. 2.1. Impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaires des entreprises

Pour mesurer l'impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaire des entreprises, une situation est faite sur le chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises, au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la pandémie et au cours du dernier trimestre de l'année 2020.



Le graphique 4 ci-après révèle qu'au cours du troisième trimestre 2020, en pleine application des mesures de lutte contre la COVID-19, le chiffre d'affaires était en baisse selon l'appréciation de 74,3% des entreprises enquêtées. Cette baisse du chiffre d'affaires (tableau 8) était perceptible presque autant au niveau des entreprises du secteur moderne (75,2%) qu'au niveau de celles de l'informel (74,0%).

**Graphique 4 : Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 8: Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 par domaine d'activité**

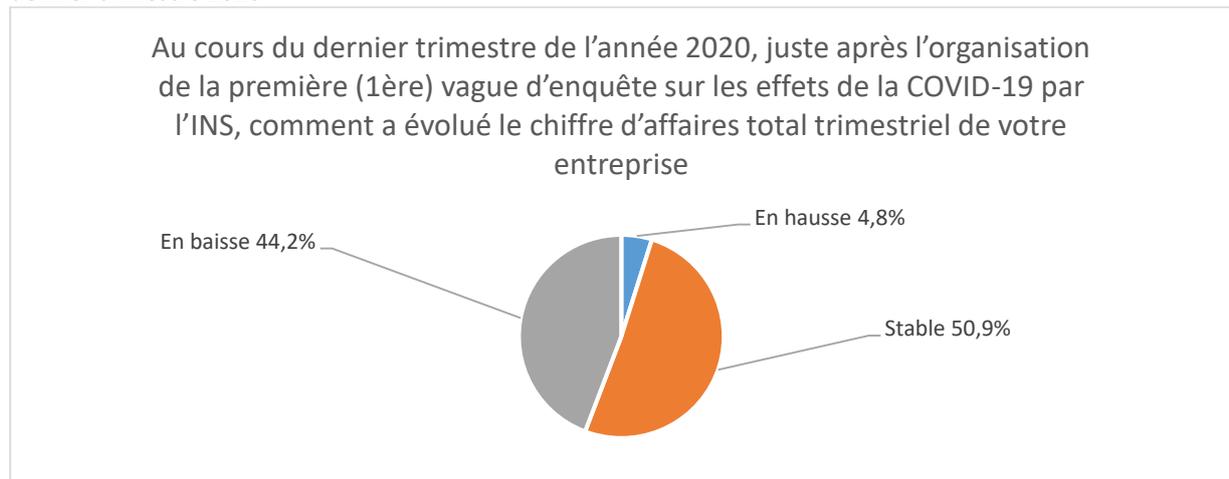
Depuis le 13 mars 2020 (depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), le chiffre d'affaires total trimestriel de votre entreprise/UPI était-il ... ?		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UPI ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
En hausse	Effectif	6	9	15
	%	4,3%	1,6%	2,1%
	% du total	,9%	1,3%	2,1%
Stable	Effectif	29	137	166
	%	20,6%	24,4%	23,6%
	% du total	4,1%	19,5%	23,6%
En baisse	Effectif	106	416	522
	%	75,2%	74,0%	74,3%
	% du total	15,1%	59,2%	74,3%
Total	Effectif	141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Au cours du dernier trimestre 2020 (graphique 5), les effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur le chiffre d'affaires ont été de moindre ampleur qu'au trimestre précédent. En effet, 44,2% des entreprises jugent la situation de leurs chiffres d'affaires en baisse contre 74,3% au trimestre précédent. Aussi, 50,9% l'estiment stable contre 23,6% au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19. Par domaine d'activités (voir tableau 9), les entreprises du moderne (51,8%) semblent plus affectées au dernier trimestre 2020 que celles de l'informel où seulement 42,3% ont déclaré une baisse. Cette configuration de la baisse du chiffre par domaine d'activités est quasi identique à ce qui a été enregistré lors de l'enquête réalisée au troisième trimestre 2020 (1<sup>ère</sup> vague) est quasi identique.

Par secteur d'activité économique (voir tableau 10), ce sont les entreprises spécialisées dans l'artisanat (58,6%) et le commerce qui semblent être plus affectées par la baisse de leur chiffre d'affaires (49,0%). Toutefois, les entreprises du secteur agricole (72,5%), suivies de celles des services (63,2%), sont plus nombreuses à enregistrer une stabilité de leur chiffre d'affaires au dernier trimestre 2020. En outre, 8,8% des entreprises du secteur industriel ont déclaré une hausse au dernier trimestre 2020.

**Graphique 5: Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au cours du dernier trimestre 2020**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 9: Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au cours du dernier trimestre 2020 par domaine d'activités**

Au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1 <sup>ère</sup> ) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 par l'INS, comment a évolué le chiffre d'affaires total trimestriel de votre		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UPI ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
En hausse	Effectif	12	22	34
	%	8,5%	3,9%	4,8%
	% du total	1,7%	3,1%	4,8%
Stable	Effectif	56	302	358
	%	39,7%	53,7%	50,9%
	% du total	8,0%	43,0%	50,9%
En baisse	Effectif	73	238	311
	%	51,8%	42,3%	44,2%
	% du total	10,4%	33,9%	44,2%
Total	Effectif	141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%



Au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1ère) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 par l'INS, comment a évolué le chiffre d'affaires total trimestriel de votre	Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total
	Activités du secteur moderne	Activités informelles	
	% du total	20,1%	79,9%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

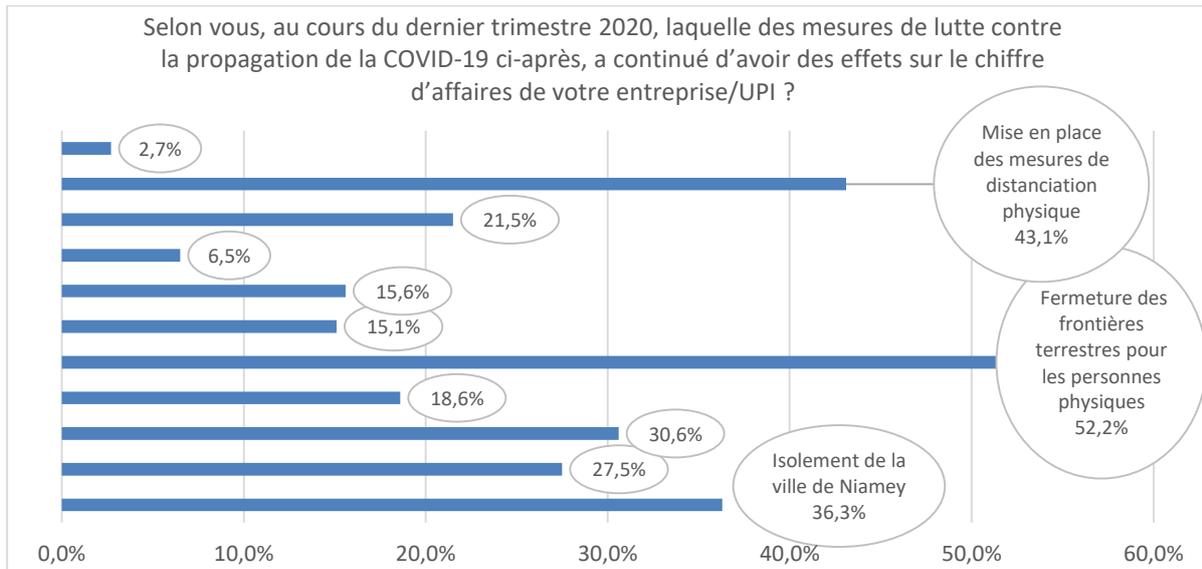
**Tableau 10 : Appréciation du chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises au cours du dernier trimestre 2020 par secteur d'activité économique**

Au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1ère) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 par l'INS, comment a évolué le chiffre d'affaires total trimestriel de votre entreprise	Quelle est la classification économique de votre entreprise /UIP selon l'activité ?					Total	
	Industrielle	Commerciale	Artisanale	Agricole	Service		
En hausse	Effectif	3	23	2	1	5	34
	%	8,8%	5,5%	5,4%	2,5%	2,9%	4,8%
	% du total	,4%	3,3%	,3%	,1%	,7%	4,8%
Stable	Effectif	15	190	14	29	110	358
	%	44,1%	45,5%	37,8%	72,5%	63,2%	50,9%
	% du total	2,1%	27,0%	2,0%	4,1%	15,6%	50,9%
En baisse	Effectif	16	205	21	10	59	311
	%	47,1%	49,0%	56,8%	25,0%	33,9%	44,2%
	% du total	2,3%	29,2%	3,0%	1,4%	8,4%	44,2%
Total	Effectif	34	418	37	40	174	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	4,8%	59,5%	5,3%	5,7%	24,8%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Parmi les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la COVID-19, celles ayant le plus impactés le chiffre d'affaires (voir graphique 6) des entreprises sont : la fermeture des frontières terrestres (52,2% contre 75,9% des enquêtées au trimestre précédent et la mise en place des mesures de distanciation physique (43,1% contre 52,5% au trimestre précédent). Ceci met en exergue que les effets des mesures de lutte contre la propagation de COVID-19 prises par le Gouvernement, parmi les plus contraignantes, se sont atténués concernant le chiffre d'affaires entre le troisième et quatrième trimestre 2020.

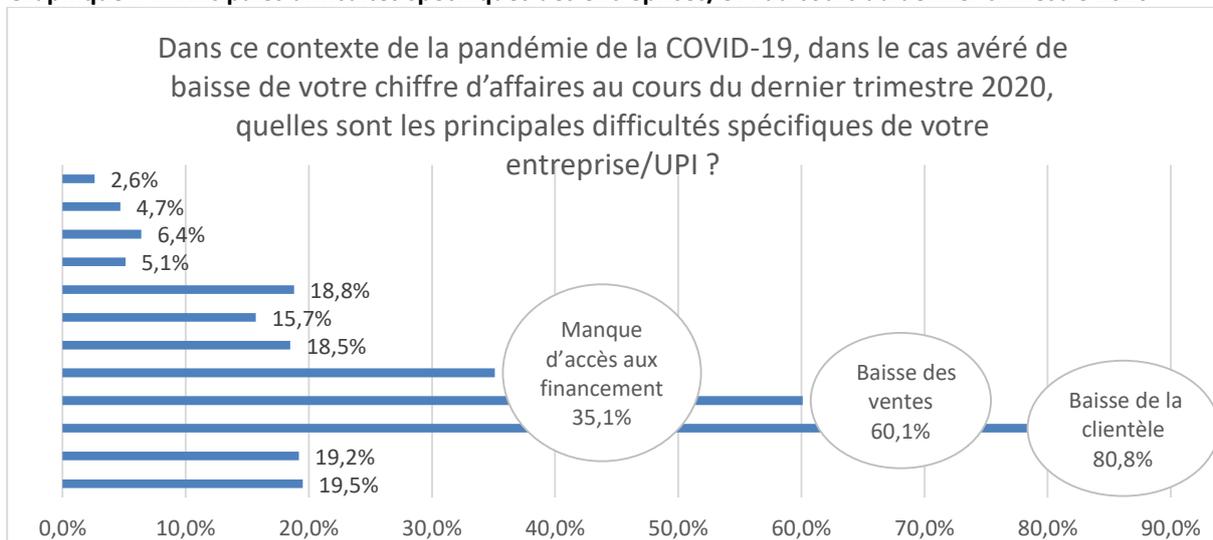
**Graphique 6 : Impact des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le Gouvernement sur le chiffre d'affaire des entreprises/UIP au dernier trimestre 2020**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Dans le même sens, les entreprises enquêtées font face à moins de difficultés que celles rencontrées au troisième trimestre 2020. En fait, les principales difficultés ayant entraîné une baisse du chiffre d'affaire des entreprises (voir graphique 7) au dernier trimestre 2020, étaient : la baisse de la clientèle (80,8% contre 83,2% au trimestre précédent) ; celles des ventes (60,1% contre 62,1% au trimestre précédent) le manque d'accès au financement (35,1% contre 32,4% au trimestre précédent).

**Graphique 7 : Principales difficultés spécifiques des entreprises/UPI au cours du dernier trimestre 2020**



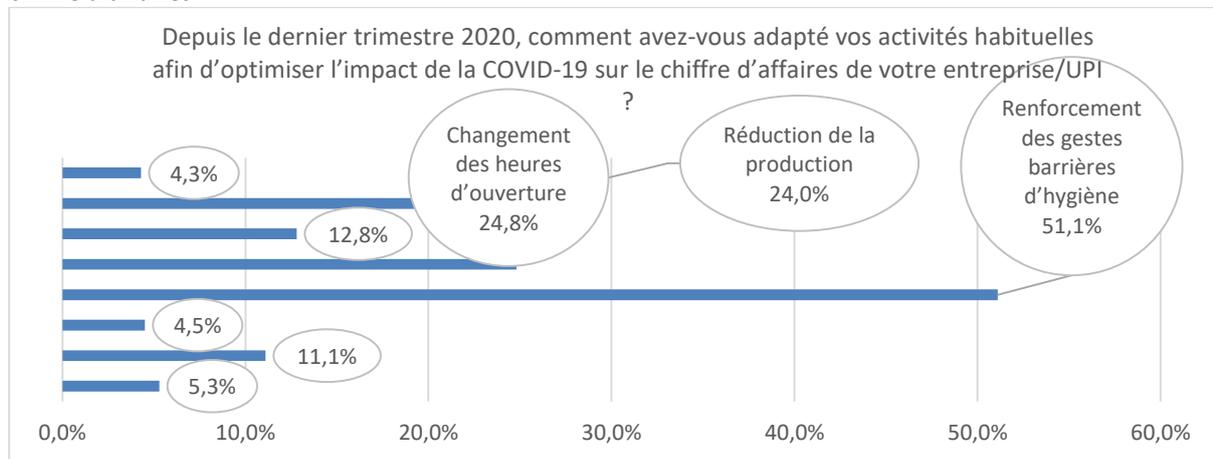
Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Par conséquent, les stratégies d'adaptations (voir graphique 8) des entreprises, visant à minimiser l'impact des mesures de lutte contre la COVID-19 sur leur chiffre d'affaires ont connu un relâchement. Ainsi, au cours du dernier trimestre de l'année 2020, les stratégies d'adaptation les plus utilisées par les entreprises pour optimiser l'impact de mesures de lutte contre la COVID-19 sur leur chiffre d'affaires étaient principalement : le renforcement des gestes barrières d'hygiène (51,1% contre 66,1% au trimestre précédent), le changement des



heures d'ouverture (24,8% contre 39,6% contre trimestre précédent) et la réduction de la production (24,0% contre 29,1% au trimestre précédent).

**Graphique 8 : Stratégies d'adaptation des entreprises/UIP afin d'optimiser l'impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaires**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

Selon le tableau 11, seules 316 entreprises, soit 44,2% (voir graphique 5 ci-haut) des entreprises faisant l'objet de la présente analyse, ont bien signalé une baisse de leur chiffre d'affaires au cours du dernier trimestre de l'année 2020. Le développement qui suit, essaie de quantifier l'ampleur de la baisse, pour les entreprises qui ont effectivement signalé, lors de la 2ème vague d'enquête sur les effets de la COVID-19, une contraction de leur chiffre d'affaires. Ainsi, le niveau de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises (graphique 9) au cours du dernier trimestre 2020 avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 est estimé à des degrés variés suivant les entreprises sous analyse. Ainsi, 51,9% des entreprises situent le degré de cet impact entre 25 et 50% du chiffre d'affaires, contre 39,7% au trimestre précédent. Aussi, 14,6% des entreprises estiment l'impact des mesures de lutte contre la COVID-19 au-delà de 75% de leur chiffre d'affaires contre 11,4% au trimestre précédent. Ceci montre au niveau des entreprises concernées, une accélération de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises au dernier trimestre 2020. Les degrés de baisses de chiffre d'affaires (tableau 12) sont plus élevés (entre 75% et plus) au niveau des entreprises du secteur moderne (20,8%) que de l'informel (12,6%). Ces proportions de baisse, par domaine d'activités, étaient quasiment similaires au trimestre précédent (enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises, 1ère vague).

Par rapport à la branche d'activité économique (tableau 12), les entreprises les plus affectées (baisse entre 75% et plus) par la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 au dernier trimestre 2020, sont le commerce (32,6% contre 28,8% au trimestre précédent), les autres services (23,9% contre 13,5% au trimestre précédent), la fabrication (13,0% contre 9,6% au trimestre précédent) et le transport (6,5% contre 17,3% au trimestre précédent). Les activités les moins affectées (baisse entre 0 et 25%) par ces mesures de lutte contre la COVID-19 au dernier trimestre 2020, sont l'élevage (0,0%), la production et la distribution d'électricité et de gaz (0,0% contre 0,9% au trimestre précédent), la construction, les activités



immobilières, la production et la distribution d'eau et l'assainissement, la communication et l'information et l'enseignement.

**Tableau 11 : Niveau d'appréciation des entreprises de l'impact des mesures de lutte contre la COVID-19 sur leur chiffre d'affaires**

Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous les effets sur le chiffre d'affaires de votre entreprise/UIP depuis le dernier trimestre 2020 ?	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide
0-25%	41	5,2	13,0
25-50%	164	23,2	51,9
50-75%	65	9,2	20,6
75% et plus	46	6,5	14,6
Total de réponses	316	44,2	100,0
Système manquant	387	55,8	
Total des entreprises étudiées	703	100,0	

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Graphique 9 : Estimation de la baisse du chiffre d'affaires pour les entreprises/UIP qui sont affectés par les effets de la COVID-19 au dernier trimestre de l'année 2020**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 12 : Estimation de la baisse du chiffre d'affaires pour les entreprises/UIP qui sont affectés par les effets de la COVID-19 au dernier trimestre de l'année 2020 par domaine d'activités**

Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous les effets sur le chiffre d'affaires de votre entreprise/UIP depuis le dernier trimestre 2020 ?	Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total	
	Activités du secteur moderne	Activités informelles		
0-25%	Effectif	14	27	38
	%	15,6%	10,9%	13,0%
	% du total	3,8%	8,2%	12,0%
25-50%	Effectif	35	129	164
	%	45,5%	54,0%	51,9%
	% du total	11,1%	40,8%	51,9%
50-75%	Effectif	12	53	65
	%	15,6%	22,2%	20,6%
	% du total	3,8%	16,8%	20,6%
75% et plus	Effectif	16	30	46
	%	20,8%	12,6%	14,6%
	% du total	5,1%	9,5%	14,6%
Total	Effectif	77	239	316
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	24,4%	75,6%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)



**Tableau 13 : Estimation de la baisse du chiffre d'affaires pour les entreprises/UIP qui sont affectés par les effets de la COVID-19 au dernier trimestre de l'année 2020 par selon la branche d'activité économique (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT)**

Quelle est la classification économique de votre entreprise/UIP selon la branche d'activité économique (nomenclature AFRISTAT des pays membres)		Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous les effets sur le chiffre d'affaires de votre entreprise/UIP depuis le dernier trimestre 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Agriculture	Effectif	2	2	9	1	14
	%	5,3%	1,2%	13,8%	2,2%	4,4%
	% du total	,6%	,6%	2,8%	,3%	4,4%
Elevage et chasse	Effectif	0	2	3	1	6
	%	0,0%	1,2%	4,6%	2,2%	1,9%
	% du total	0,0%	,6%	,9%	,3%	1,9%
Activités extractives	Effectif	1	1	0	0	2
	%	2,6%	,6%	0,0%	0,0%	,6%
	% du total	,3%	,3%	0,0%	0,0%	,6%
Activités de fabrication	Effectif	1	21	8	6	36
	%	2,6%	12,8%	12,3%	13,0%	11,4%
	% du total	,3%	6,6%	2,5%	1,9%	11,4%
Production et distribution d'électricité et de gaz	Effectif	1	3	0	0	4
	%	2,6%	1,8%	0,0%	0,0%	1,3%
	% du total	,3%	,9%	0,0%	0,0%	1,3%
Production et distribution d'eau, assainissement	Effectif	0	1	0	1	2
	%	0,0%	,6%	0,0%	2,2%	,6%
	% du total	0,0%	,3%	0,0%	,3%	,6%
Construction	Effectif	3	6	1	1	11
	%	7,9%	3,7%	1,5%	2,2%	3,5%
	% du total	,9%	1,9%	,3%	,3%	3,5%
Commerce, réparation auto et motocycles	Effectif	21	84	26	15	146
	%	50,0%	51,2%	40,0%	32,6%	46,2%
	% du total	6,0%	26,6%	8,2%	4,7%	46,2%
Transports et entreposages	Effectif	0	4	3	3	10
	%	0,0%	2,4%	4,6%	6,5%	3,2%
	% du total	0,0%	1,3%	,9%	,9%	3,2%
Activités d'hébergement et de restauration	Effectif	2	0	0	2	4
	%	5,3%	0,0%	0,0%	4,3%	1,3%
	% du total	,6%	0,0%	0,0%	,6%	1,3%
Communications et informations	Effectif	0	2	0	0	2
	%	0,0%	1,2%	0,0%	0,0%	,6%
	% du total	0,0%	,6%	0,0%	0,0%	,6%
Activités financières et d'assurance	Effectif	1	0	0	0	1
	%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	,3%
	% du total	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	,3%
Activités immobilières	Effectif	0	3	0	0	3
	%	0,0%	1,8%	0,0%	0,0%	,9%
	% du total	0,0%	,9%	0,0%	0,0%	,9%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Effectif	2	3	3	1	9
	%	5,3%	1,8%	4,6%	2,2%	2,8%
	% du total	,6%	,9%	,9%	,3%	2,8%
Activités de soutien aux	Effectif	0	7	2	1	10
	%	0,0%	4,3%	3,1%	2,2%	3,2%
	% du total	0,0%	2,2%	,6%	,3%	3,2%



Quelle est la classification économique de votre entreprise/UPI selon la branche d'activité économique (nomenclature AFRISTAT des pays membres)		Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous les effets sur le chiffre d'affaires de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
entreprises et de bureau						
Enseignement	Effectif	0	1	1	3	5
	%	0,0%	,6%	1,5%	6,5%	1,6%
	% du total	0,0%	,3%	,3%	,9%	1,6%
Activités de santé humaines et d'action sociale	Effectif	0	0	1	0	1
	%	0,0%	0,0%	1,5%	0,0%	,3%
	% du total	0,0%	0,0%	,3%	0,0%	,3%
Autres services non inclus ailleurs	Effectif	7	24	8	11	50
	%	18,4%	14,6%	12,3%	23,9%	15,8%
	% du total	2,2%	7,6%	2,5%	3,5%	15,8%
Total	Effectif	41	164	65	46	316
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	12,0%	51,9%	20,6%	14,6%	100,0%

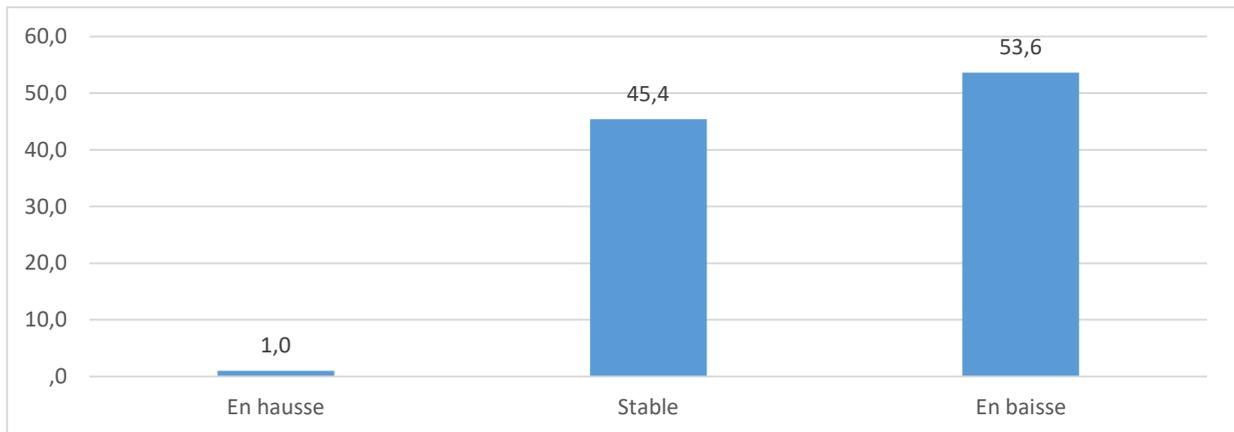
Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

### V. 2.2. Impact de la COVID-19 sur le niveau d'emploi des entreprises

Au début de la mise en place des mesures barrières liées à la COVID-19, la grande majorité (84%) des entreprises avaient un effectif d'employé inférieur à 10 individus avec une forte proportion de celle n'ayant pas d'employés (39,5%). Les activités informelles y étaient très dominantes à hauteur de 81%. La branche d'activité dominante était celle du commerce, réparation auto et motorcycle (36%) suivie de la branche « activité de fabrication (17%), celle de la branche « non inclus ailleurs (17,5%) et celle de l'agriculture (9,2%). 89% des entreprises/UPI estimaient leur effectif de salarié stable, tandis que 6% ont estimé que leur effectif était déjà en baisse et 5% en hausse. Parmi les entreprises/UPI estimant leurs effectifs de salariés stables avant les mesures barrières, 69% font des activités informelles.

Le graphique 10 ci-après, présente la variation de l'effectif des entreprises au moment de la mise en place des mesures barrières de lutte contre la COVID-19.

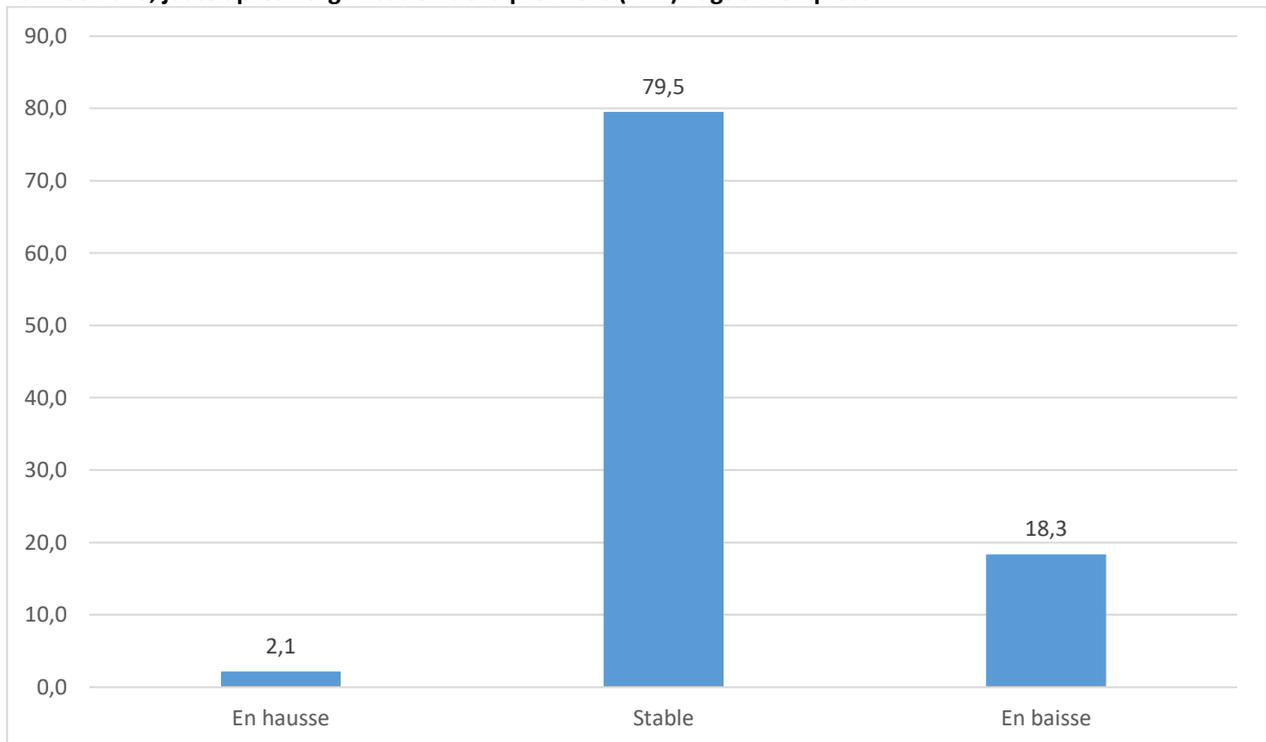
**Graphique 10 : Variation de l'effectif salarié trimestriel des entreprises depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Ainsi, au début de la mise en œuvre des mesures restrictives de lutte contre la COVID-19, 53,6% des entreprises ont déclaré leur effectif en baisse et 45,4% ont déclaré leur effectif stable. Quant au graphique 11 ci-dessous, il présente la variation de l'effectif des entreprises au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1<sup>ère</sup>) vague d'enquête.

**Graphique 11 : Variation de l'effectif salarié trimestriel des entreprises au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1<sup>ère</sup>) vague d'enquête**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)



Environ 80% des entreprises ont déclaré que leur effectif est stable au dernier trimestre de l'année 2020 contre 62,3% au trimestre précédent. Parmi les entreprises ayant déclaré une stabilité de leur effectif, 80% également, sont dans le secteur informel.

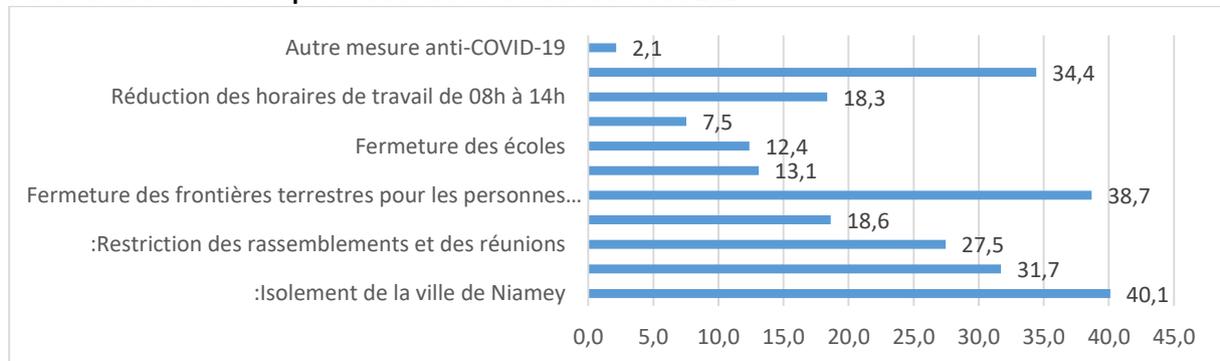
**Tableau 14: Variation de l'effectif salarié trimestriel des entreprises par domaine d'activité au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1ère) vague d'enquête**

Quel est votre domaine d'activités de votre entreprise/UPI ?		Au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1ère) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 par l'INS, comment a évolué l'effectif salarié trimestriel de votre entreprise/UPI ... ?			Total
		En hausse	Stable	En baisse	
	Activités du secteur moderne	5	102	34	141
	Activités informelles	10	457	95	562
Total		15	559	129	703

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

Il a été demandé aux entreprises les mesures barrières (voir graphique 12) qui les ont impacté dans leurs activités. Ainsi, la mesure la plus citée est l'isolement de la ville de Niamey (40,1% contre 54,1% au troisième trimestre 2020) suivie de la fermeture des frontières terrestres (38,7% contre 62,4% au trimestre précédent), la mesure de distanciation physique (34,4% contre 50,8% au trimestre précédent) et l'instauration du couvre-feu (31,7% contre 49,2% au trimestre précédent).

**Graphique 12: Fréquence des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ayant eu des effets sur l'effectif salarié des entreprises au cours du dernier trimestre 2020**

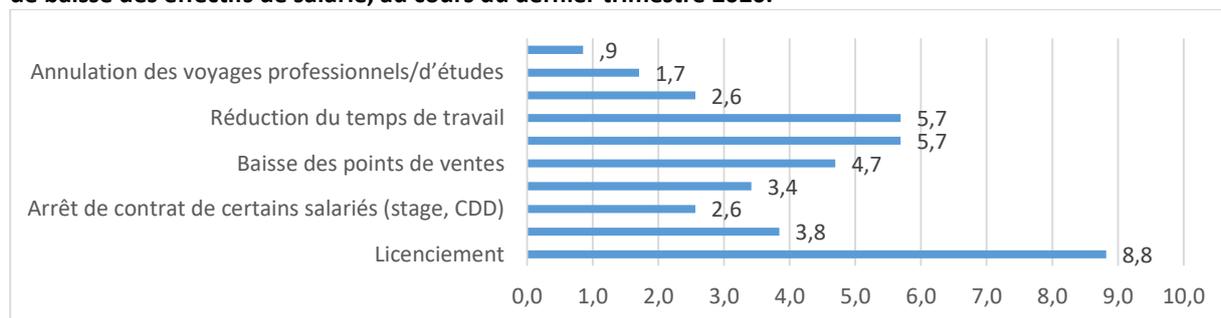


Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

Il a été également demandé les effets immédiats des mesures barrières (voir graphique 13) sur leur niveau d'emploi. Ainsi, l'effet immédiat le plus cité est le licenciement (8,8% contre 5,4% au trimestre précédent) suivi de de la réduction du temps de travail et l'arrêt temporaire (contre 26,2% au trimestre précédent) ou totale des activités respectivement évoqués à une fréquence de 5,7% chacun.



**Graphique 13 : Les effets immédiats des mesures de lutte sur les salariés des entreprises/UIP dans le cas avéré de baisse des effectifs de salarié, au cours du dernier trimestre 2020.**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Faces aux mesures barrières imposées par les autorités publiques, les entreprises se sont ajustées en adoptant des mesures individuelles adaptatives (voir tableau 15). Les mesures les plus fréquemment prises par les entreprises au cours du dernier trimestre 2020, sont les suivantes : la baisse du temps de travail (15,6% contre 50,0% au trimestre précédent), la réduction du personnel, le changement d'activités (9,0% contre 7,9%) et le travail à temps partiel (7,4% contre 27,8% au trimestre précédent). Cependant, bon nombre (48,8%) d'entreprises n'ont rien changé dans l'organisation de leur travail, ce qui n'était pas le cas au trimestre précédent.

**Tableau 15: Les mesures d'adaptation des activités habituelles pour minimiser les effets de la COVID-19 sur l'effectif salarié de votre entreprise/UIP**

Depuis le dernier trimestre 2020, comment avez-vous adapté vos activités habituelles afin de minimiser les effets de la COVID-19 sur l'effectif salarié de votre entreprise/UIP ?		Effectifs	Pourcentage
	Baisse du temps de travail	110	15,6
	Travail à temps partiel	52	7,4
	Changement d'activités	63	9,0
	Réduction de personnel de personnel temporaire	68	9,7
	Télétravail/travail à distance	26	3,7
	Système de relève	21	3,0
	Aucune mesure	343	48,8
	Autre mesures	20	2,8
	Total	703	100,0

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Aux entreprises ayant déclaré une baisse de leur effectif salarié au dernier trimestre, il leur a été demandé une estimation (voir tableau 16). Ainsi, elles sont environ 10% à déclarer une baisse de moins de 50% de leur effectif (contre 79,4% au trimestre précédent) et 9% environ à déclarer une baisse de plus de 50% (20,6% au trimestre précédent).

**Tableau 16: Estimation de la baisse de l'effectif salarié des entreprises/UIP depuis le dernier trimestre 2020**

Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UIP depuis le dernier trimestre 2020 ?		Effectifs	Pourcentage
	0-25%	17	2,4
	25-50%	50	7,1
	50-75%	29	4,1
	75% et plus	34	4,8



Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 ?		Effectifs	Pourcentage
	Total	130	18,5
	Manquants	573	81,5
Total		703	100,0

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 17: Estimation de la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 par domaine d'activités**

Quel est votre domaine d'activités de votre entreprise/UPI ?		Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75 et plus	
	Activités du secteur moderne	8	12	6	9	35
	Activités informelles	9	38	23	25	95
Total		17	50	29	34	130

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Les fortes baisses d'effectifs ont été enregistrées au niveau du secteur informel (plus de 26,3% ont connu une baisse au dernier trimestre de 75%) et se localisent dans les entreprises individuelles des secteur d'activité du commerce et des services (voir tableau 17, 18 et 19).

**Tableau 18: Estimation de la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 par secteur d'activités économiques**

Quel est votre secteur d'activités économiques de votre entreprise/UPI		Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75 et plus	
	Industrielle	4	2	1	3	10
	Commerciale	8	31	18	18	75
	Artisanale	1	5	1	0	7
	Agricole	0	3	2	0	5
	Service	4	9	7	13	33
Total		17	50	29	34	130

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 19: Estimation de la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 selon la taille**

Quel est la classification économique de votre entreprise/UPI selon la taille ?		Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75 et plus	
	Grande Entreprise (GE)	3	5	1	4	13
	Petite et Moyenne Entreprise (PME)	3	6	7	4	20
	Très Petite Entreprise (TPE)	2	3	0	0	5
	Familiale	0	1	0	1	2
	Associations d'entrepreneurs	0	1	0	0	1
	Coopérative	1	0	0	1	2
	Individuelle	7	34	21	24	86
	Autres	1	0	0	0	1
Total		17	50	29	34	130

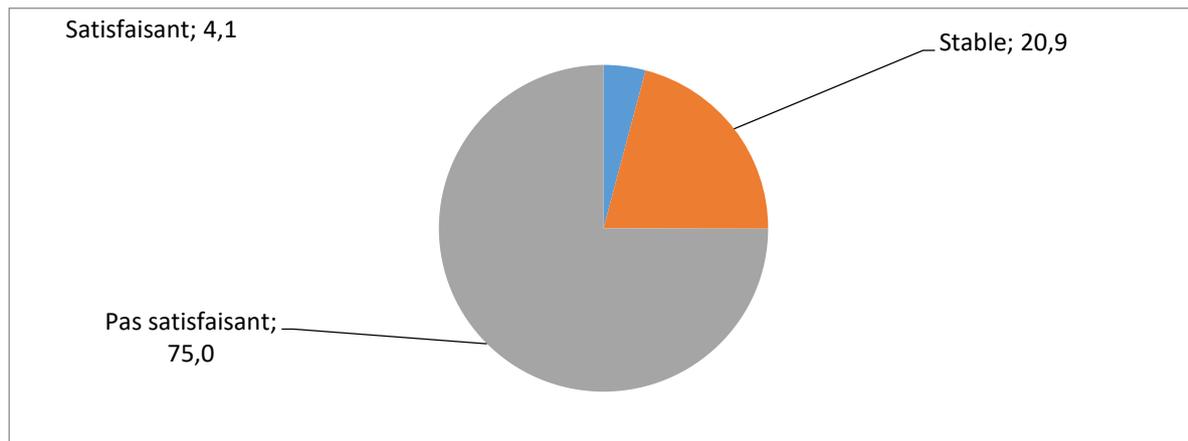


Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

### V. 2.3. Impact de la COVID-19 sur l'investissement des entreprises

Au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19, le niveau des investissements était en majorité « pas satisfaisant » selon 75,0% des entreprises interrogées. Environ 1/5 (20,1%) des entreprises ont déclaré avoir un niveau d'investissement « stable » (graphique 14). Cette situation est quasi identique si l'on considère les deux (2) types de domaines d'activités des entreprises (voir tableau 28) à savoir le moderne et l'informel où le niveau d'investissement était majoritairement « pas satisfaisant » stable (respectivement 64,5% et 77,6%). Aussi, il y'a de constater qu'au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 (tableau 20), selon les firmes enquêtées, la situation des investissements au niveau des entreprises du secteur moderne était plus satisfaisante (7,8%) que celles de l'informel (3,2%).

**Graphique 14 : Situation des investissements des entreprises/UPI depuis le début de la mise en œuvre (13 mars 2020) des mesures de lutte contre la COVID-19**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 20 : Situation des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19**

Depuis le 13 mars 2020 (depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), votre investissement trimestriel était-il ... ?	Effectif	Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UPI ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Satisfaisant		11	18	29



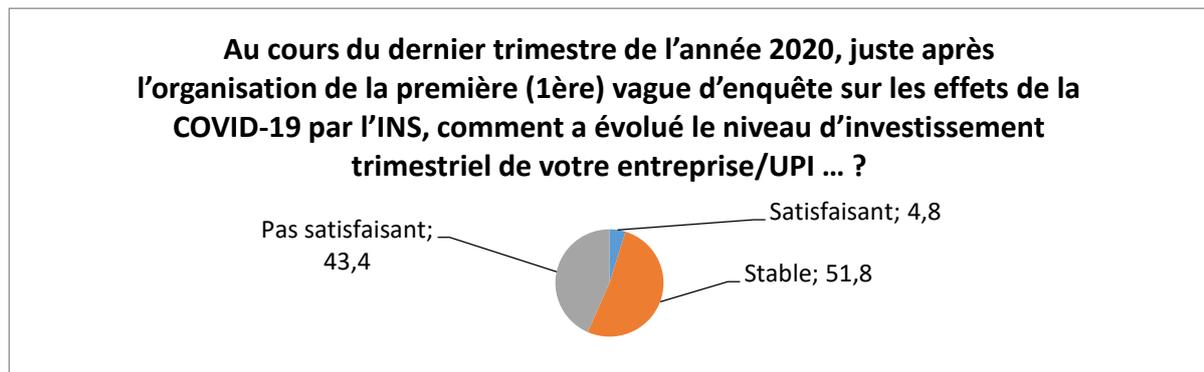
Depuis le 13 mars 2020 (depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), votre investissement trimestriel était-il ... ?	Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UPI ?			
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	Total
	%	7,8%	3,2%	4,1%
	% du total	1,6%	2,6%	4,1%
Stable	Effectif	39	108	147
	%	27,7%	19,2%	20,9%
	% du total	5,5%	15,4%	20,9%
Pas satisfaisant	Effectif	91	436	527
	%	64,5%	77,6%	75,0%
	% du total	12,9%	62,0%	75,0%
Total	Effectif	141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Au cours du dernier trimestre 2020 (graphique 15), avec l'allègement des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, le niveau des investissements réalisé par les entreprises a connu une amélioration. En effet, 51,8% des entreprises ont déclaré une stabilité de leurs investissements contre 20,9% au tout début de la crise sanitaire de la COVID-19.

De façon succincte, par domaine d'activités (tableau 21), il en ressort que les entreprises du secteur informel, enregistrent une plus grande stabilité au dernier trimestre 2020, en termes d'investissements (52,1% contre 19,2% au tout début de la crise sanitaire de la COVID-19). Aussi, 45,4% des entreprises du secteur moderne, ont déclaré une baisse d'investissement contre 42,9% de l'informel. Par conséquent, avec l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la COVID-19, 4,8% des entreprises ont affirmé avoir enregistré une hausse de leurs investissements, essentiellement au niveau du secteur informel pour 5,0% d'entre elles.

**Graphique 15: Situation des investissements des entreprises/UPI au cours du dernier trimestre de l'année 2020 en %**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 21 : Situation des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités au cours du dernier trimestre de l'année 2020**



Au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1ère) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 par l'INS, comment a évolué le niveau d'investissement trimestriel de votre UPI/entreprise	Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?			
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	Total
En hausse	Effectif	6	28	34
	%	4,3%	5,0%	4,8%
	% du total	,9%	4,0%	4,8%
Stable	Effectif	71	293	364
	%	50,4%	52,1%	51,8%
	% du total	10,1%	41,7%	51,8%
En baisse	Effectif	64	241	305
	%	45,4%	42,9%	43,4%
	% du total	9,1%	34,3%	43,4%
Total	Effectif	141	562	703
	%	20,1%	79,9%	100,0%
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

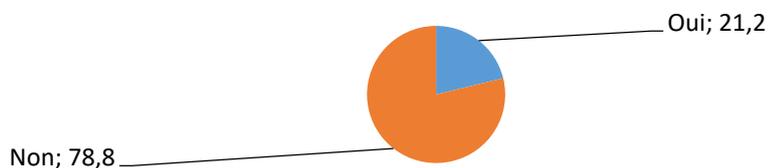
Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

En outre, les mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 n'ont pas eu d'effets majeurs sur le financement des investissements des entreprises en particulier au niveau de celles du secteur informel (79,9% contre 74,9% au trimestre précédent) (tableau 22). En effet, la majorité des entreprises interrogées (78,8%, voir graphique 16), n'ont pas connu de difficultés d'accès aux crédits octroyés par les banques et les établissements de crédit. Au titre des entreprises ayant connu des difficultés de financement de leurs investissements (tableau 23)), figurent essentiellement les entreprises individuelles (61,1% des effectifs) et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) avec 16,1% des effectifs.

Quant à la catégorisation des entreprises par branches d'activité économique (tableau 24), il y'a lieu de noter, que suite à l'allègement des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, la branche « Commerce, réparation auto et motocycles » (43,3%) a connu le plus de contraintes d'accès au financement de ses investissements.

**Graphique 16 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UIP au cours du dernier trimestre de l'année 2020**

**Depuis le dernier trimestre 2020, avez-vous eu des difficultés d'accès aux banques et établissements de crédits pour financer vos investissements ?**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 22: Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités au cours du dernier trimestre de 2020**

Depuis le dernier trimestre 2020, avez-vous eu des difficultés d'accès aux banques et établissements de crédits pour financer vos investissements ?		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UPI ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Oui	Effectif	45	104	149
	%	31,9%	18,5%	21,2%
	% du total	6,4%	14,8%	21,2%
Non	Effectif	96	458	554
	%	68,1%	81,5%	78,8%
	% du total	13,7%	65,1%	78,8%
Total	Effectif	141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 23: Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon la taille au cours du dernier trimestre 2020**

Quelle est la classification économique de votre entreprise/UPI selon la taille ?		Depuis le dernier trimestre 2020, avez-vous eu des difficultés d'accès aux banques et établissements de crédits pour financer vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
Grande Entreprise (GE)	Effectif	16	32	48
	%	10,7%	5,8%	6,8%
	% du total	2,3%	4,6%	6,8%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectif	24	59	83
	%	16,1%	10,6%	11,8%
	% du total	3,4%	8,4%	11,8%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectif	8	19	27
	%	5,4%	3,4%	3,8%
	% du total	1,1%	2,7%	3,8%
Familiale	Effectif	8	32	40
	%	5,4%	5,8%	5,7%
	% du total	1,1%	4,6%	5,7%
Associations d'entrepreneurs	Effectif	1	3	4
	%	,7%	,5%	,6%
	% du total	,1%	,4%	,6%
Coopérative	Effectif	0	6	6
	%	0,0%	1,1%	,9%
	% du total	0,0%	,9%	,9%



Quelle est la classification économique de votre entreprise/UIP selon la taille ?		Depuis le dernier trimestre 2020, avez-vous eu des difficultés d'accès aux banques et établissements de crédits pour financer vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
Individuelle	Effectif	91	399	490
	%	61,1%	72,0%	69,7%
	% du total	12,9%	56,8%	69,7%
Autre (à préciser)	Effectif	1	4	5
	%	,7%	,7%	,7%
	% du total	,1%	,6%	,7%
Total	Effectif	149	554	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	21,2%	78,8%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 24 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UIP selon la branche d'activités économiques au cours du dernier trimestre 2020**

Quelle est votre branche d'activité économique principale (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT première révision) couvert par vos activités		Depuis le dernier trimestre 2020, avez-vous eu des difficultés d'accès aux banques et établissements de crédits pour financer vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
Agriculture	Effectif	9	39	48
	%	6,0%	7,0%	6,8%
	% du total	1,3%	5,5%	6,8%
Elevage et chasse	Effectif	5	18	23
	%	3,4%	3,2%	3,3%
	% du total	,7%	2,6%	3,3%
Sylviculture et exploitation forestière	Effectif	0	1	1
	%	0,0%	,2%	,1%
	% du total	0,0%	,1%	,1%
Activités extractives	Effectif	1	6	7
	%	14,3%	85,7%	100,0%
	% du total	,7%	1,1%	1,0%
Activités de fabrication	Effectif	13	57	70
	%	8,7%	10,3%	10,0%
	% du total	1,8%	8,1%	10,0%
Production et distribution d'électricité et de gaz	Effectif	2	5	7
	%	1,3%	,9%	1,0%
	% du total	,3%	,7%	1,0%
Production et distribution d'eau, assainissement	Effectif	1	6	7
	%	,7%	1,1%	1,0%
	% du total	,1%	,9%	1,0%
Construction	Effectif	6	24	30
	% c	4,0%	4,3%	4,3%
	% du total	,9%	3,4%	4,3%
Commerce, réparation auto et motocycles	Effectif	50	240	290
	%	33,6%	43,3%	41,3%
	% du total	7,1%	34,1%	41,3%
Transports et entreposages	Effectif	17	12	29
	%	11,4%	2,2%	4,1%
	% du total	2,4%	1,7%	4,1%
Activités d'hébergement et de restauration	Effectif	3	9	12
	%	2,0%	1,6%	1,7%
	% du total	,4%	1,3%	1,7%
Communications et informations	Effectif	3	1	4
	%	2,0%	,2%	,6%
	% du total	,4%	,1%	,6%

Quelle est votre branche d'activité économique principale (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT première révision) couvert par vos activités		Depuis le dernier trimestre 2020, avez-vous eu des difficultés d'accès aux banques et établissements de crédits pour financer vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
Activités financières et d'assurance	Effectif	0	1	1
	%	0,0%	,2%	,1%
	% du total	0,0%	,1%	,1%
Activités immobilières	Effectif	3	3	6
	%	2,0%	,5%	,9%
	% du total	,4%	,4%	,9%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Effectif	11	4	15
	%	7,4%	,7%	2,1%
	% du total	1,6%	,6%	2,1%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	Effectif	4	6	10
	%	2,7%	1,1%	1,4%
	% du total	,6%	,9%	1,4%
Activités d'administration publique	Effectif	1	1	2
	%	,7%	,2%	,3%
	% du total	,1%	,1%	,3%
Enseignement	Effectif	3	7	10
	%	2,0%	1,3%	1,4%
	% du total	,4%	1,0%	1,4%
Activités de santé humaines et d'actions sociale	Effectif	0	4	4
	%	0,0%	,7%	,6%
	% du total	0,0%	,6%	,6%
Autres services non inclus ailleurs	Effectif	17	110	127
	%	11,4%	19,9%	18,1%
	% du total	2,4%	15,6%	18,1%
Total	Effectif	149	554	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	21,2%	78,8%	100,0%

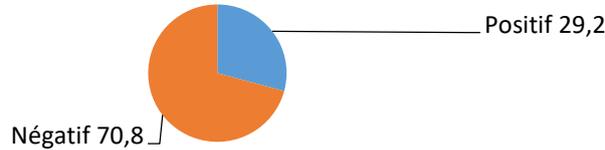
Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Globalement, au niveau des entreprises enquêtées, la pandémie de la COVID-19 continue à avoir des effets négatifs (70,8%, contre 78,5 des effectifs des entreprises enquêtées au trimestre précédent, voir graphique 17) sur les investissements des entreprises parmi lesquelles, celles du secteur de l'informel sont plus concernées (70,6%, contre 82,4 des entreprises de l'informel au trimestre précédent voir tableau 25) et de façon plus perceptibles si l'on considère la taille des entreprises, au niveau des entreprises individuelles (71,7%) et des PME (11,8%) (voir tableau 26).

**Graphique 17 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UIP en % au dernier trimestre 2020**



**Depuis le dernier trimestre 2020, comment qualifieriez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIP ?**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

**Tableau 25: Qualification des effets de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UIP selon le domaine d'activité au dernier trimestre 2020**

Depuis le dernier trimestre 2020, comment qualifieriez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIP ?		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Positif	Effectif	40	165	205
	%	28,4%	29,4%	29,2%
	% du total	5,7%	23,5%	29,2%
Négatif	Effectif	101	397	498
	%	71,6%	70,6%	70,8%
	% du total	14,4%	56,5%	70,8%
Total	Effectif	141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

**Tableau 26: Qualification des effets de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UIP selon la taille au dernier trimestre 2020**

Quelle est la classification économique de votre entreprise/UIP selon la taille ?		Depuis le dernier trimestre 2020, comment qualifieriez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIP ?		Total
		Positif	Négatif	
Grande Entreprise (GE)	Effectif	22	26	48
	%	10,7%	5,2%	6,8%
	% du total	3,1%	3,7%	6,8%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectif	24	59	83
	%	11,7%	11,8%	11,8%
	% du total	3,4%	8,4%	11,8%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectif	7	20	27
	%	3,4%	4,0%	3,8%
	% du total	1,0%	2,8%	3,8%
Familiale	Effectif	15	25	40
	%	7,3%	5,0%	5,7%
	% du total	2,1%	3,6%	5,7%
Associations d'entrepreneurs	Effectif	1	3	4
	%	,5%	,6%	,6%
	% du total	,1%	,4%	,6%



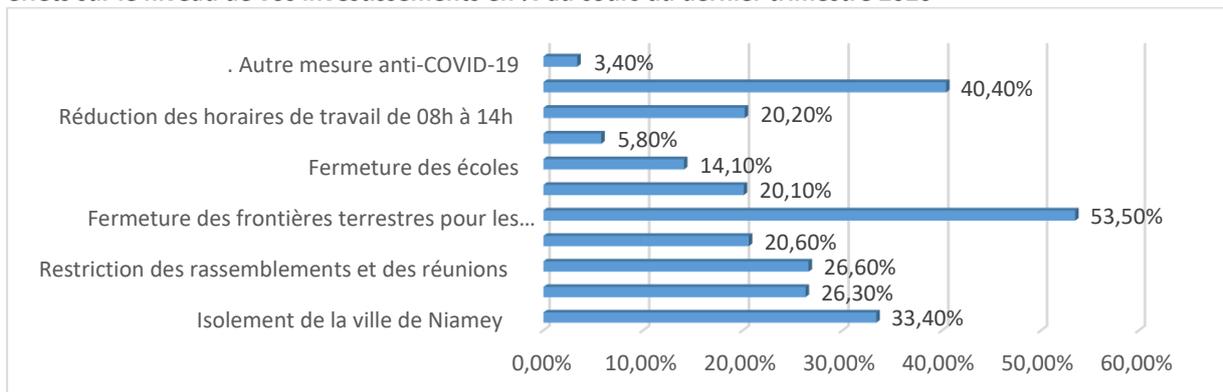
Quelle est la classification économique de votre entreprise/UIP selon la taille ?		Depuis le dernier trimestre 2020, comment qualifieriez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIP ?		Total
		Positif	Négatif	
Coopérative	Effectif	1	5	6
	% du total	,1%	,7%	,9%
Individuelle	Effectif	133	357	490
	%	64,9%	71,7%	69,7%
	% du total	18,9%	50,8%	69,7%
Autre (à préciser)	Effectif	2	3	5
	%	1,0%	,6%	,7%
	% du total	,3%	,4%	,7%
Total	Effectif	205	498	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	29,2%	70,8%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Il y'a lieu aussi de constater, une atténuation des effets de mesures restrictives prises par le Gouvernement au tout début de la pandémie de COVID-19 sur les investissements. En effet, au dernier trimestre de l'année 2020, selon les déclarations fournies par les entreprises enquêtées, pour tous les deux (2) domaines d'activités confondues (moderne et informel), les principales mesures de lutte de la propagation de la COVID-19, qui ont continué à avoir des impacts négatifs sur le niveau de leurs investissements (graphique 18) sont les suivantes :

- la fermeture des frontières terrestres selon 53,5% des entreprises enquêtées (contre 73,6% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague d'enquête) ;
- la mise en place de mesure de distanciation physique (40,4%, contre 52,2% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague d'enquête) ;
- et l'isolement de la ville de Niamey selon 33,4% des entreprises enquêtées, contre 63,9% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague d'enquête.

**Graphique 18: Impact des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ayant continué à avoir des effets sur le niveau de vos investissements en % au cours du dernier trimestre 2020**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Quant à l'ampleur de la baisse des investissements des entreprises encore constatée au cours du dernier trimestre 2020, elle est estimée par la grande majorité (40,8%) entre 25-et 50%. Seulement 8,5% des entreprises au dernier trimestre 2020, l'estiment entre 75% et plus contre 11,8% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19 sur les entreprises. La baisse des investissements continue jusqu'au dernier trimestre 2020 quel que

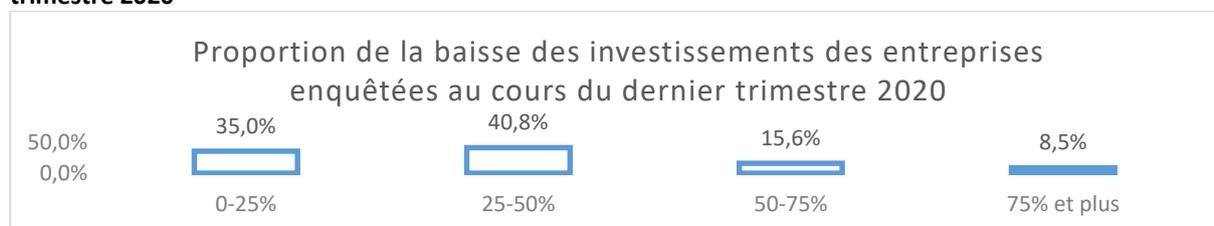


soit le domaine d'activités des entreprises interrogées. Ainsi, 43,1% des entreprises du secteur informel interrogées, déclarent un recul de leurs investissements, entre 25 et 50% contre 31,9% pour celles du secteur moderne (tableau 27). Les entreprises du secteur moderne enregistrées ont enregistré une baisse d'investissement de plus faible ampleur à savoir entre 0 et 25% pour 42,6% d'entre elles contre 33,1% pour celles du moderne au dernier trimestre 2020.

En se référant à la classification économique de l'activité des entreprises (tableau 28), ce sont celles du secteur commerce et des services qui ont déclaré les baisses de plus grande ampleur, à savoir, entre 75% et plus.

En se basant sur la classification économique des entreprises selon la taille (tableau 29), les réponses fournies suggèrent que par ordre d'importance, les entreprises individuelles (65,0%) et les PME dans une moindre mesure (11,8%), ont connu les plus fortes baisses d'investissements, qui se chiffrent entre 75% et plus.

**Graphique 19 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI au cours du dernier trimestre 2020**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

**Tableau 27 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités au cours du dernier trimestre 2020**

Depuis le dernier trimestre 2020, dans quelle proportion estimez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UPI ?		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UPI ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
0-25%	Effectif	60	186	246
	%	42,6%	33,1%	35,0%
	% du total	8,5%	26,5%	35,0%
25-50%	Effectif	45	242	287
	%	31,9%	43,1%	40,8%
	% du total	6,4%	34,4%	40,8%
50-75%	Effectif	20	90	110
	%	14,2%	16,0%	15,6%
	% du total	2,8%	12,8%	15,6%
75% et plus	Effectif	16	44	60
	%	11,3%	7,8%	8,5%
	% du total	2,3%	6,3%	8,5%
Total	Effectif	141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)



**Tableau 28: Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UIP selon la classification économique de l'activité au cours du dernier trimestre 2020**

Quelle est la classification économique de votre entreprise /UIP selon l'activité ?		Depuis le dernier trimestre 2020, dans quelle proportion estimez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIP ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Industrielle	Effectif	18	10	4	2	34
	%	7,3%	3,5%	3,6%	3,3%	4,8%
	% du total	2,6%	1,4%	,6%	,3%	4,8%
Commerciale	Effectif	133	194	58	33	418
	%	54,1%	67,6%	52,7%	55,0%	59,5%
	% du total	18,9%	27,6%	8,3%	4,7%	59,5%
Artisanale	Effectif	12	17	7	1	37
	%	4,9%	5,9%	6,4%	1,7%	5,3%
	% du total	1,7%	2,4%	1,0%	,1%	5,3%
Agricole	Effectif	16	11	11	2	40
	%	6,5%	3,8%	10,0%	3,3%	5,7%
	% du total	2,3%	1,6%	1,6%	,3%	5,7%
Service	Effectif	67	55	30	22	174
	%	27,2%	19,2%	27,3%	36,7%	24,8%
	% du total	9,5%	7,8%	4,3%	3,1%	24,8%
Total	Effectif	246	287	110	60	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	35,0%	40,8%	15,6%	8,5%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 29 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UIP selon la taille de l'entreprise au cours du dernier trimestre 2020**

Quelle est la classification économique de votre entreprise/UIP selon la taille ?		Depuis le dernier trimestre 2020, dans quelle proportion estimez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIP ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Grande Entreprise (GE)	Effectif	20	13	7	8	48
	%	8,1%	4,5%	6,4%	13,3%	6,8%
	% du total	2,8%	1,8%	1,0%	1,1%	6,8%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectif	36	30	11	6	83
	%	14,6%	10,5%	10,0%	10,0%	11,8%
	% du total	5,1%	4,3%	1,6%	,9%	11,8%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectif	10	13	2	2	27
	%	4,1%	4,5%	1,8%	3,3%	3,8%
	% du total	1,4%	1,8%	,3%	,3%	3,8%
Familiale	Effectif	15	14	7	4	40
	%	6,1%	4,9%	6,4%	6,7%	5,7%
	% du total	2,1%	2,0%	1,0%	,6%	5,7%
Associations d'entrepreneurs	Effectif	3	1	0	0	4
	%	1,2%	,3%	0,0%	0,0%	,6%
	% du total	,4%	,1%	0,0%	0,0%	,6%
Coopérative	Effectif	0	4	1	1	6
	%	0,0%	1,4%	,9%	1,7%	,9%
	% du total	0,0%	,6%	,1%	,1%	,9%
Individuelle	Effectif	159	210	82	39	490
	%	64,6%	73,2%	74,5%	65,0%	69,7%
	% du total	22,6%	29,9%	11,7%	5,5%	69,7%
Autre (à préciser)	Effectif	3	2	0	0	5

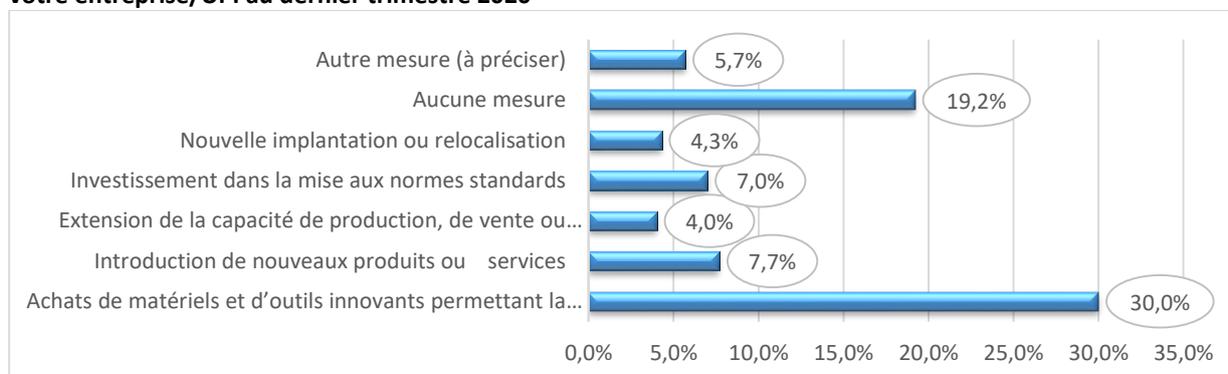


Quelle est la classification économique de votre entreprise/UIP selon la taille ?	Depuis le dernier trimestre 2020, dans quelle proportion estimez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIP ?				Total	
	0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus		
%	1,2%	,7%	0,0%	0,0%	,7%	
% du total	,4%	,3%	0,0%	0,0%	,7%	
Total	Effectif	246	287	110	60	703
%		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
% du total		35,0%	40,8%	15,6%	8,5%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Dans ce contexte difficile qui persiste toujours au dernier trimestre de l'année 2020, les entreprises ont été contraintes de développer de nouvelles stratégies (graphique 20) et prendre certaines mesures en vue non seulement de s'adapter, mais également de faire face à la crise sanitaire. A cet égard pour y faire face, spécifiquement à l'impact de la baisse de leurs investissements, consécutive à la mise en œuvre de mesure de lutte contre la COVID-19, la principale mesure prise par les entreprises est l'achat de matériel et d'outils innovants (30,0% des enquêtées contre 42,1% lors de la 1<sup>ère</sup> vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19). Très peu parmi les entreprises enquêtées (4,7%) ont eu recours à relocalisation au dernier trimestre 2020 par rapport à la situation qui a prévalu au tout début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 (32,8% des enquêtes à cette période). En outre, il y a lieu de signaler qu'environ 1/5 (19,2%) se sont abstenus de prendre des mesures ou de développer des stratégies d'adaptation.

**Graphique 20 : Mesures prises pour y faire face à l'impact négatif de la COVID-19 sur l'investissement dans votre entreprise/UIP au dernier trimestre 2020**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

### V.3. Perception et avis des entreprises/UIP sur les mesures de soutien du Gouvernement pour faire face à l'impact de la COVID-19 et les perspectives

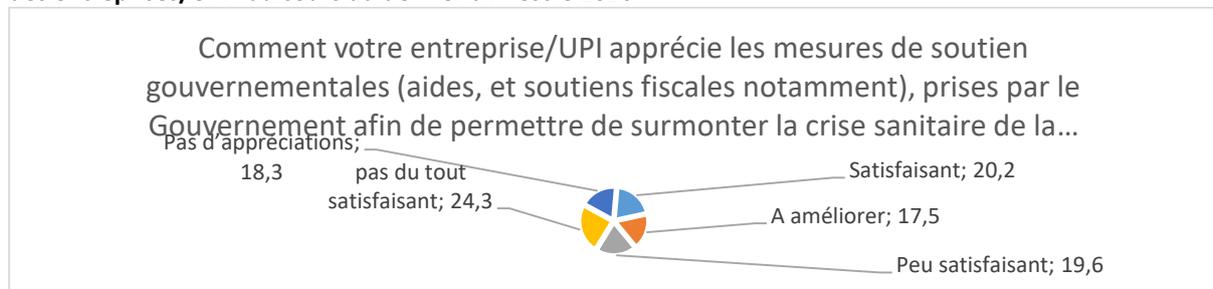
Face à la pandémie de COVID-19, le Gouvernement nigérien n'est pas resté indifférent. En effet, un plan ambitieux de riposte nationale a été élaboré et assorti de mesures de soutiens et d'accompagnement des entreprises et des opérateurs économiques. Dans les lignes qui suivent, l'appréciation de ces mesures de soutien du Gouvernement par les entreprises et la perception que ces dernières en ont, au cours du dernier trimestre de l'année 2020 sont analysées.



Dans ce registre, les opinions recueillies auprès des entreprises interrogées (voir graphique 21), suggèrent que ces mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement recueillent une appréciation mitigée de la part des entreprises et plutôt pas favorables car le quart (1/4) d'entre elles, les trouvent « pas du tout satisfaisantes » (24,3%) et seulement 20,2% les qualifient de « satisfaisants », voir graphique 22).

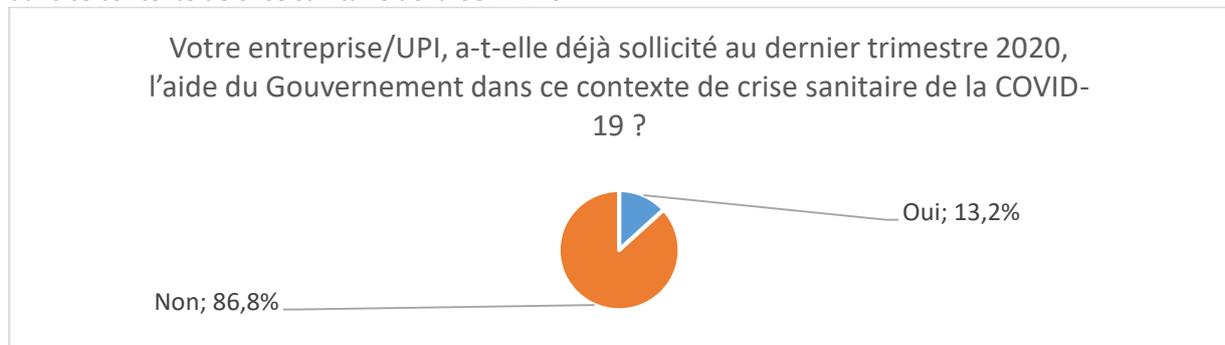
En effet, 86,8% n'ont pas sollicité l'aide du Gouvernement au dernier trimestre 2020 pour surmonter la crise sanitaire de la COVID-19 (graphique 22), contre 60,3% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête. Ce qui dénoterait d'un manque de sensibilisation et d'une insuffisance de communication à l'endroit des entreprises sur les efforts consentis par le Gouvernement en pleine crise sanitaire de la COVID-19. Cet avis est en majorité partagé par les entreprises du secteur informel (88,4% du total de leur effectif, voir tableau 30 contre 84,6% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête).

**Graphique 21: Appréciation des entreprises sur les mesures de soutiens pris par le Gouvernement à l'endroit des entreprises/UIP au cours du dernier trimestre 2020**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Graphique 22 : Sollicitation de l'aide du Gouvernement par les entreprises/UIP au dernier trimestre 2020, dans ce contexte de crise sanitaire de la COVID-19**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 30: Sollicitation de l'aide du Gouvernement par les entreprises/UIP au dernier trimestre 2020, dans ce contexte de crise sanitaire de la COVID-19 par domaine d'activités**

Votre entreprise/UIP, a-t-elle déjà sollicité au dernier trimestre 2020, l'aide du Gouvernement dans ce contexte de crise sanitaire de la COVID-19 ?		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Oui	Effectif	28	65	93
	%	19,9%	11,6%	13,2%
	% du total	4,0%	9,2%	13,2%
Non	Effectif	113	497	610
	%	80,1%	88,4%	86,8%
	% du total	16,1%	70,7%	86,8%



Votre entreprise/UIP, a-t-elle déjà sollicité au dernier trimestre 2020, l'aide du Gouvernement dans ce contexte de crise sanitaire de la COVID-19 ?	Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?			
	Effectif	Activités du secteur moderne	Activités informelles	Total
Total		141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

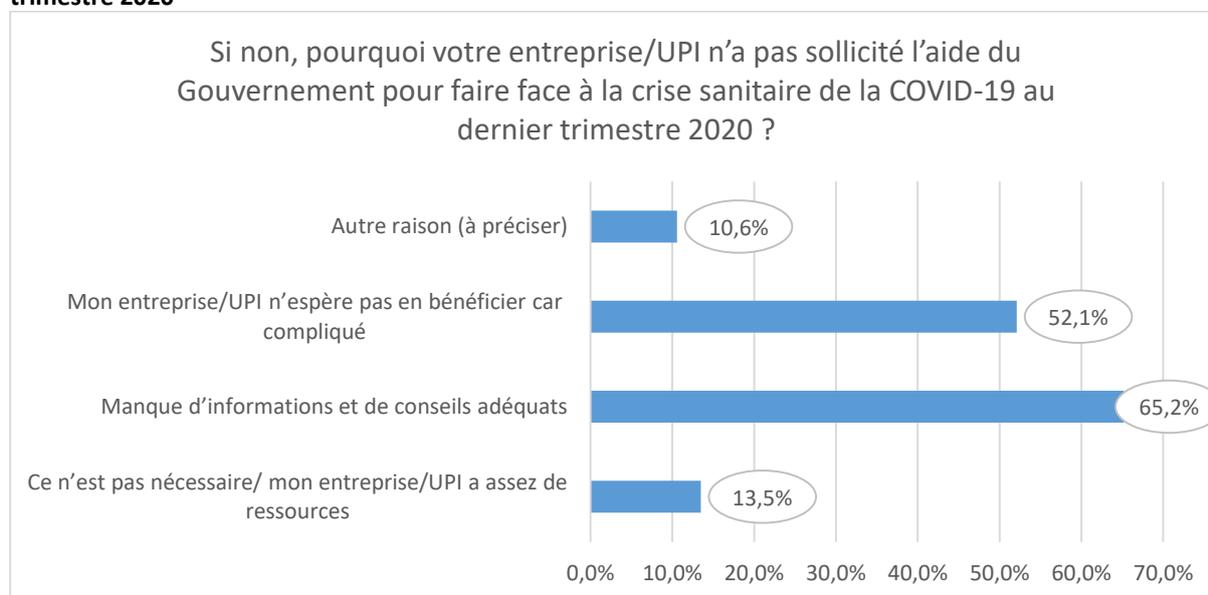
Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Les raisons avancées par les entreprises n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement (voir graphique 23) au cours du dernier trimestre restent quasi similaires à celles relevées lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19 sur les entreprises. En effet, les raisons sont les suivantes :

- le manque d'informations et de conseils adéquats (65,2% contre 67,4% lors de l'enquête 1<sup>ère</sup> vague) ;
- le manque d'espoir des entreprises sur la possibilité d'en bénéficier car étant jugé compliqué (52,1% contre 60,0% lors de l'enquête 1<sup>ère</sup> vague) ;
- et la non nécessité car ayant assez de ressources pour y faire face (13,5% contre 13,4% lors de la 1<sup>ère</sup> vague).

En outre, les entreprises n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement (voir tableau 31) sont localisées essentiellement au niveau du secteur « commerce » (59,2% contre 58,6% relevées lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19 sur les entreprises).

**Graphique 23 : Si non pourquoi les entreprises/UIP n'ont pas sollicité l'aide du Gouvernement au dernier trimestre 2020**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)



**Tableau 31 : Si non pourquoi les entreprises/UIP n'ont pas sollicité l'aide du Gouvernement au dernier trimestre 2020 par domaine d'activité économique**

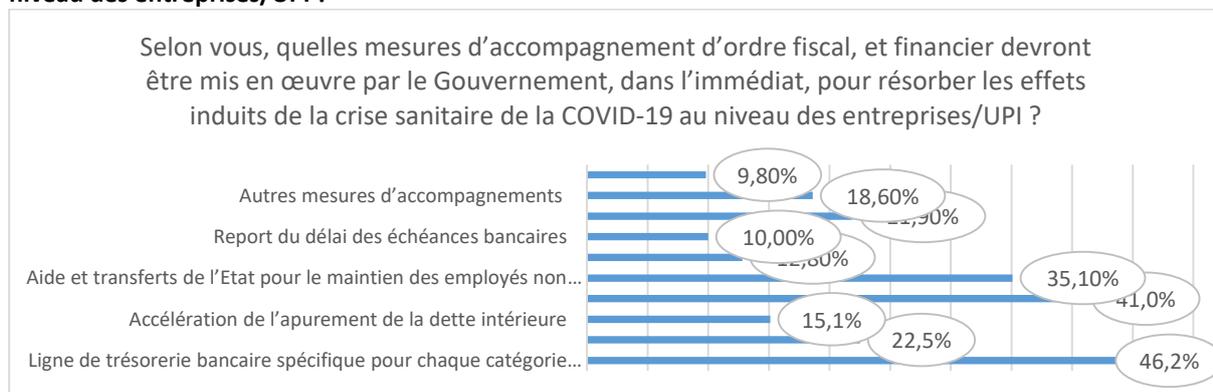
Quelle est la classification économique de votre entreprise /UPI selon l'activité ?		Votre entreprise/UIP, a-t-elle déjà sollicité au dernier trimestre 2020, l'aide du Gouvernement dans ce contexte de crise sanitaire de la COVID-19 ?		Total
		Oui	Non	
Industrielle	Effectif	6	28	34
	%	6,5%	4,6%	4,8%
	% du total	0,9%	4,0%	4,8%
Commerciale	Effectif	57	361	418
	%	61,3%	59,2%	59,5%
	% du total	8,1%	51,4%	59,5%
Artisanale	Effectif	8	29	37
	%	8,6%	4,8%	5,3%
	% du total	1,1%	4,1%	5,3%
Agricole	Effectif	2	38	40
	%	2,2%	6,2%	5,7%
	% du total	,3%	5,4%	5,7%
Service	Effectif	20	154	174
	%	21,5%	25,2%	24,8%
	% du total	2,8%	21,9%	24,8%
Total	Effectif	93	610	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	13,2%	86,8%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

Au titre des mesures d'accompagnement d'ordre et fiscal aux entreprises, dans l'immédiat, pour résorber les effets sanitaires de la crise de la COVID-19 (voir graphique 24), qui ont été sollicitées auprès du Gouvernement, figurent de façon prédominante :

- une ligne de trésorerie bancaire pour chaque catégorie d'entreprise (46,2% contre 33,2% pour la 1<sup>ère</sup> vague de l'enquête sur les effets de la COVID-19)
- un moratoire ou une réduction des factures d'électricité (41,0% contre 21,4% lors de la 1<sup>ère</sup> vague d'enquête sur les effets de la COVID-19) ;
- une aide et des transferts de l'Etat pour le maintien des emplois non qualifiés (35,1%) ;
- et le report de trois (3) mois des échéances de paiement douanières et fiscales (22,5%)

**Graphique 24 : Mesures d'accompagnement d'ordre fiscal, et financier devront être mis en œuvre par le Gouvernement, dans l'immédiat, pour résorber les effets induits de la crise sanitaire de la COVID-19 au niveau des entreprises/UIP ?**



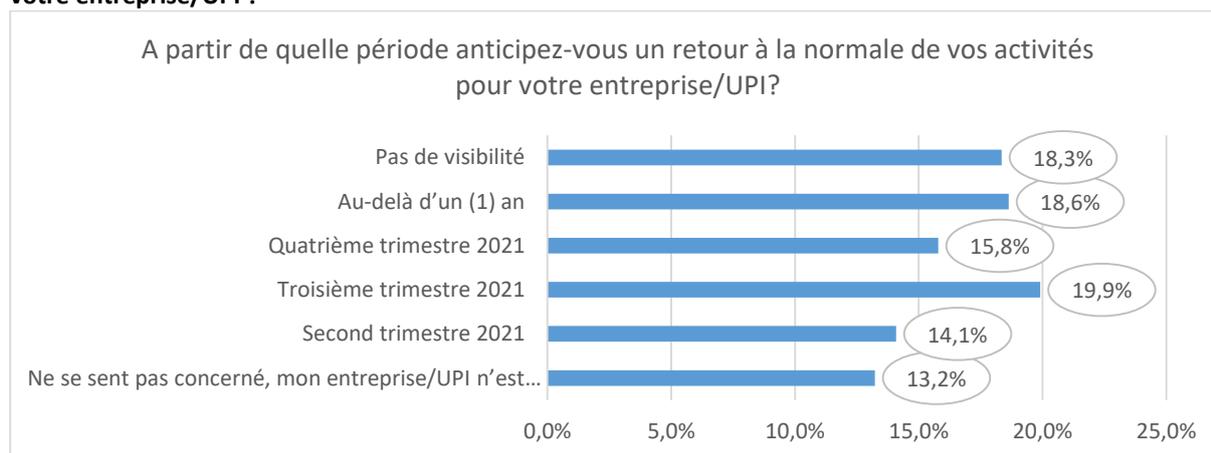
Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)



Pour ce qui a trait aux perspectives de sortie de crise et de retour à la normale de leurs activités (voir graphique 25), les entreprises interrogées sont plus ou moins pessimistes comparativement, à l'enquête de la 1<sup>ère</sup> vague sur les effets de la COVID-19 réalisée en septembre 2020. En effet, 19,9% d'entre elles, déclarent que leur situation pourrait revenir à la normale au bout de trois (3) trimestres et même, au-delà d'un un (1) an pour 18,6% des enquêtées. En septembre 2020, ces dernières étaient plus optimistes car à cette période, plus du quart (28,6% des entreprises interrogées) envisagent un retour à la normale de leurs activités au bout de deux (2) trimestres, et seulement 10,7% espéraient une sortie de crise au-delà d'un (1) an. Toutefois, il convient de noter que 18,3% des entreprises interrogées n'ont pas de visibilité sur la suite concernant le retour à normale de leurs activités et 13,2% ne sentent pas concernées.

Aussi, les entreprises du secteur modernes semblent moins affectées que celles du secteur moderne pessimistes (voir tableau 32), car 17,0% d'entre elles, ne se sentent pas concernées par un éventuel retour à la normale car elles déclarent ne pas être affectées contre 12,3% pour le secteur informel.

**Graphique 25 : Selon vous, dans combien de temps, anticipez-vous un retour à la normale des activités de votre entreprise/UPI ?**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

**Tableau 32: Selon vous, dans combien de temps, anticipez-vous un retour à la normale des activités de votre entreprise/UPI par domaine d'activités**

A partir de quelle période anticipez-vous un retour à la normale de vos activités pour votre entreprise/UPI?		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UPI ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Ne se sent pas concerné, mon entreprise/UPI n'est pas affectée	Effectif	24	69	93
	%	17,0%	12,3%	13,2%
	% du total	3,4%	9,8%	13,2%
Second trimestre 2021	Effectif	17	82	99
	%	12,1%	14,6%	14,1%
	% du total	2,4%	11,7%	14,1%
Troisième trimestre 2021	Effectif	29	111	140
	%	20,6%	19,8%	19,9%



A partir de quelle période anticipez-vous un retour à la normale de vos activités pour votre entreprise/UIP?	Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total	
	Activités du secteur moderne	Activités informelles		
	% du total	4,1%	15,8%	19,9%
Quatrième trimestre 2021	Effectif	19	92	111
	%	13,5%	16,4%	15,8%
	% du total	2,7%	13,1%	15,8%
Au-delà d'un (1) an	Effectif	28	103	131
	%	19,9%	18,3%	18,6%
	% du total	4,0%	14,7%	18,6%
Pas de visibilité	Effectif	24	105	129
	%	17,0%	18,7%	18,3%
	% du total	3,4%	14,9%	18,3%
Total	Effectif	141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)

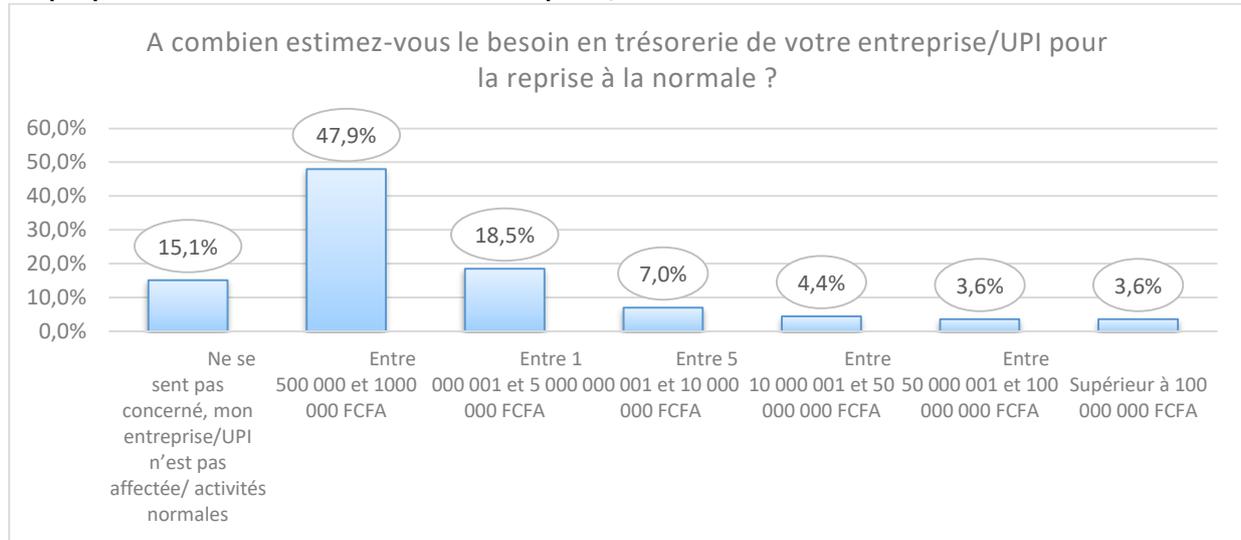
Selon le graphique 26 ci-après, le besoin de trésorerie des entreprises pour un éventuel retour à la normale de leurs activités se situe entre 500 000 et 1 000 000 FCFA pour la majorité, des entreprises enquêtées, soit 47,9%. Moins de 5% d'entreprises enquêtées (3,6%) nécessitent un accompagnement financier au-delà de 100 millions de F CFA pour retrouver le niveau normal de leurs activités. Un peu plus de 15% des entreprises enquêtées n'éprouvent pas de besoin en trésorerie étant donné que leurs activités n'ont pas été affectées par les effets économiques de la crise sanitaire de la COVID-19.

Par domaine d'activités des entreprises (tableau 33), le besoin en trésorerie pour un retour à la vie normale, se situe entre 500 000 et 1 000 000 F CFA pour la majorité (58,2%) des entreprises du secteur informel. Quant à celles du moderne, la majorité (20,6%) d'entre elles ne sent pas concernées. Néanmoins 17,7% des entreprises du moderne souhaiteraient un accompagnement financier qui varie entre 10 000 000 et 50 000 000 FCFA. 12,1% des entreprises du moderne souhaiterait un accompagnement financier au-delà de 100 000 000 FCFA.

Enfin en se référant à la taille des entreprises, (voir tableau 34), le besoin en trésorerie serait plus élevé au niveau des grandes entreprises car plus de 52% d'entre elles souhaiterait un accompagnement financier de plus de 100 millions de F CFA. Le besoin le plus faible en trésorerie émane des entreprises individuelles pour lesquelles, 86,4% de leur effectif sollicitent un accompagnement financier entre 500 mille et 1 millions de F CFA. En outre, cette dernière catégorie d'entreprise, selon 56,6% de ses effectifs, ne se sent pas concerné par un besoin de trésorerie car elle affirme ne pas être affectée par la crise sanitaire de la COVID-19.



**Graphique 26 : Le besoin de trésorerie des entreprises/UIP en vue du retour de leurs activités à la normale**



Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

**Tableau 33 : Le besoin de trésorerie des entreprises/UIP en vue du retour de leurs activités à la normale par rapport au domaine d'activité de l'entreprise**

A combien estimez-vous le besoin en trésorerie de votre entreprise/UIP pour la reprise à la normale ?		Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Ne se sent pas concerné, mon entreprise/UIP n'est pas affectée	Effectif	29	77	106
	%	20,6%	13,7%	15,1%
	% du total	4,1%	11,0%	15,1%
Entre 500 000 et 1 000 000 FCFA	Effectif	10	327	337
	%	7,1%	58,2%	47,9%
	% du total	1,4%	46,5%	47,9%
Entre 1 000 001 et 5 000 000 FCFA	Effectif	17	113	130
	%	12,1%	20,1%	18,5%
	% du total	2,4%	16,1%	18,5%
Entre 5 000 001 et 10 000 000 FCFA	Effectif	19	30	49
	%	13,5%	5,3%	7,0%
	% du total	2,7%	4,3%	7,0%
Entre 10 000 001 et 50 000 000 FCFA	Effectif	25	6	31
	%	17,7%	1,1%	4,4%
	% du total	3,6%	,9%	4,4%
Entre 50 000 001 et 100 000 000 FCFA	Effectif	23	2	25
	%	16,3%	,4%	3,6%
	% du total	3,3%	,3%	3,6%
Supérieur à 100 000 000 FCFA	Effectif	18	7	25
	%	12,8%	1,2%	3,6%
	% du total	2,6%	1,0%	3,6%
Total	Effectif	141	562	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	20,1%	79,9%	100,0%

Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2ème Vague)

**Tableau 34 : Le besoin de trésorerie des entreprises/UIP en vue du retour de leurs activités à la normale par rapport à la taille de l'entreprise**

Quelle est la classification économique de votre entreprise/UIP selon la taille ?		A combien estimez-vous le besoin en trésorerie de votre entreprise/UIP pour la reprise à la normale ?							Total
		Ne se sent pas concerné, mon entreprise/UIP n'est pas affectée	Entre 500 000 et 1 000 000 FCFA	Entre 1 000 001 et 5 000 000 FCFA	Entre 5 000 001 et 10 000 000 FCFA	Entre 50 000 001 et 100 000 000 FCFA	Entre 10 000 001 et 50 000 000 FCFA	Supérieur à 100 000 000 FCFA	
Grande Entreprise (GE)	Effectif	11	1	2	1	8	12	13	48
	%	10,4%	,3%	1,5%	2,0%	25,8%	48,0%	52,0%	6,8%
	% du total	1,6%	,1%	,3%	,1%	1,1%	1,7%	1,8%	6,8%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectif	15	12	14	15	11	9	7	83
	%	14,2%	3,6%	10,8%	30,6%	35,5%	36,0%	28,0%	11,8%
	% du total	2,1%	1,7%	2,0%	2,1%	1,6%	1,3%	1,0%	11,8%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectif	2	9	10	3	2	0	1	27
	%	1,9%	2,7%	7,7%	6,1%	6,5%	0,0%	4,0%	3,8%
	% du total	,3%	1,3%	1,4%	,4%	,3%	0,0%	,1%	3,8%
Familiale	Effectif	15	19	5	0	0	1	0	40
	%	14,2%	5,6%	3,8%	0,0%	0,0%	4,0%	0,0%	5,7%
	% du total	2,1%	2,7%	,7%	0,0%	0,0%	,1%	0,0%	5,7%
Associations d'entrepreneurs	Effectif	1	1	1	1	0	0	0	4
	%	,9%	,3%	,8%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	,6%
	% du total	,1%	,1%	,1%	,1%	0,0%	0,0%	0,0%	,6%
Coopérative	Effectif	0	2	1	1	2	0	0	6
	%	0,0%	,6%	,8%	2,0%	6,5%	0,0%	0,0%	,9%
	% du total	0,0%	,3%	,1%	,1%	,3%	0,0%	0,0%	,9%
Individuelle	Effectif	60	291	97	28	7	3	4	490
	%	56,6%	86,4%	74,6%	57,1%	22,6%	12,0%	16,0%	69,7%
	% du total	8,5%	41,4%	13,8%	4,0%	1,0%	,4%	,6%	69,7%
Autre (à préciser)	Effectif	2	2	0	0	1	0	0	5
	%	1,9%	,6%	0,0%	0,0%	3,2%	0,0%	0,0%	,7%
	% du total	,3%	,3%	0,0%	0,0%	,1%	0,0%	0,0%	,7%
Total	Effectif	106	337	130	49	31	25	25	703
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	15,1%	47,9%	18,5%	7,0%	4,4%	3,6%	3,6%	100,0%

 Source : INS (2021), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (2<sup>ème</sup> Vague)



## VI. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET DIFFICULTES RENCONTREES

Au terme de cette enquête, qui a enregistré un taux de réponse des enquêtées de 58,6% supérieur à celui de la 1<sup>ère</sup> vague, il y'a lieu de constater que la pandémie de COVID-19 et les mesures de lutte contre sa propagation y relatives, prises par le Gouvernement, ont eu des effets significatifs sur les activités des entreprises tant du secteur moderne que de l'informel, mais de moindre ampleur que celle constatée au cours de la 1<sup>ère</sup> vague d'enquête réalisée au troisième trimestre 2020.

Concernant les entreprises, les principaux résultats de l'étude indiquent qu'au cours du dernier trimestre 2020, les effets des mesures de lutte contre la COVID-19 sur le chiffre d'affaires ont été de moindre ampleur qu'au trimestre précédent. En effet, 44,2% des entreprises jugent la situation de leurs chiffres d'affaires en baisse contre 74,3% au trimestre précédent. Aussi, 50,9% l'estiment stable contre 23,6% au début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 (trimestre 3 de 2020). Par domaine d'activités, les entreprises du moderne (51,8%) semblent plus affectées au dernier trimestre 2020 que celles de l'informel où seulement 42,3% ont déclaré une baisse. Cette configuration de la baisse du chiffre par domaine d'activités est quasi identique à ce qui a été enregistrée lors de l'enquête réalisée au troisième trimestre 2020 (1<sup>ère</sup> vague) est quasi identique. Les degrés de baisses de chiffre d'affaires sont plus élevés (entre 75% et plus) au niveau des entreprises du secteur moderne (20,8%) que de l'informel (12,6%). Ces proportions de baisse, par domaine d'activités, étaient quasiment similaires au trimestre précédent (enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises, 1<sup>ère</sup> vague). La baisse du chiffre constatée au niveau des entreprises est expliquée en grande partie par la mesure relative à la fermeture des frontières et à l'isolement de la ville de Niamey, lesquelles ont entraîné une baisse de la clientèle et beaucoup de difficultés d'approvisionnement. Les effets des mesures de lutte contre la propagation de COVID-19 prises par le Gouvernement, parmi les plus contraignantes, se sont atténués concernant le chiffre d'affaires entre le troisième et quatrième trimestre 2020.

Pour ce qui est de l'emploi, environ 80% des entreprises ont déclaré que leur effectif est stable au dernier trimestre de l'année 2020 contre 62,3% au trimestre précédent. Parmi les entreprises ayant déclaré une stabilité de leur effectif, 80% également, sont dans le secteur informel. Les mesures les plus fréquemment prises par les entreprises au cours du dernier trimestre 2020 pour juguler les effets de la COVID-19 sur l'emploi, sont les suivantes : la baisse du temps de travail (15,6% contre 50,0% au trimestre précédent), la réduction du personnel, le changement d'activités (9,0% contre 7,9%) et le travail à temps partiel (7,4% contre 27,8% au trimestre précédent). Cependant, bon nombre (48,8%) d'entreprises n'ont rien changé dans l'organisation de leur travail, ce qui n'était pas le cas au trimestre précédent (enquête, 1<sup>ère</sup> vague).

En outre, au cours du dernier trimestre 2020, avec l'allègement des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, le niveau des investissements réalisé par les entreprises a connu une amélioration par rapport au trimestre précédent. En effet, 51,8% des entreprises ont déclaré une stabilité de leurs investissements contre 20,9% au tout début de la crise sanitaire de la COVID-19. Par conséquent, avec l'allègement des mesures restrictives de lutte



contre la COVID-19, 4,8% des entreprises ont affirmé avoir enregistré une hausse de leurs investissements, essentiellement au niveau du secteur informel pour 5,0% d'entre elles. Toutefois, la baisse des investissements continue jusqu'au dernier trimestre 2020 quel que soit le domaine d'activités des entreprises interrogées. Ainsi, 43,1% des entreprises du secteur informel interrogées, déclarent un recul de leurs investissements, entre 25 et 50% contre 31,9% pour celles du secteur moderne.

Les opinions recueillies auprès des entreprises interrogées, suggèrent que ces mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement recueillent une appréciation mitigée de la part des entreprises et plutôt pas favorables car le quart (1/4) d'entre elles, les trouvent « pas du tout satisfaisantes » (24,3%) et seulement 20,2% les qualifient de « satisfaisants ». En effet, 86,8% n'ont pas sollicité l'aide du Gouvernement au dernier trimestre 2020 pour surmonter la crise sanitaire de la COVID-19 (graphique 22), contre 60,3% lors de la première (1<sup>ère</sup>) vague de l'enquête. Ce qui dénoterait d'un manque de sensibilisation et d'une insuffisance de communication à l'endroit des entreprises sur les efforts consentis par le Gouvernement en pleine crise sanitaire de la COVID-19.

En termes de canal de transmission principal de transmission des effets de la COVID-19 sur les entreprises nigériennes, et à l'instar du troisième trimestre 2020, il faut retenir qu'au cours du trimestre sous revue, la mesure de lutte contre la propagation du virus qui a eu le plus d'un impact négatif sur le chiffre d'affaires, l'emploi et l'investissement est la fermeture des frontières terrestres. Néanmoins, l'ampleur des effets de cette fermeture des frontières terrestres a été moindre qu'au troisième trimestre 2020.

Au regard de l'importance des impacts de la COVID-19 sur l'activité des entreprises du secteur informel et formel et des attentes exprimées par les chefs d'entreprises, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit du Gouvernement et des partenaires au développement. Elles se résument comme suit :

- la mise en place d'une ligne de crédit bancaire spécifique pour chaque catégorie d'entreprise ;
- une réduction des montants des frais d'électricité et d'eau des entreprises et ;
- poursuivre l'apurement de la dette intérieure de l'Etat et ;
- enfin, intensifier les campagnes de sensibilisation sur la COVID-19 auprès des chefs d'entreprises du secteur informel en priorité.

Les principales difficultés lors de cette deuxième (2<sup>ème</sup>) vague d'enquête auprès des entreprises des secteurs moderne et informel ont trait :

- au manque de coopération de certaines entreprises par rapport à l'entretien téléphonique qui est à la base du nombre important de refus malgré les nombreuses relances et ;
- à l'indisponibilité de certaines entreprises du secteur informel répertoriées dans la base de l'Enquête Régionale Intégrée sur le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée en 2017.



## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anderson, R. ; Heesterbeek, H. ; Klinkenberg, D. ; Hollingsworth, T.D. How will Country-Based Mitigation Measures Influence the Course of the COVID-19 Epidemic? Available online: [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)30567-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)30567-5/fulltext), mars 2020 ;
- 1 Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal. (2020). "COVID-19: suivi de l'impact sur les Unités de Production Informelles", du 23 juin au 06 août 2020, septembre 2020;
- 2 Blom, D., JP, Sevilla. (2018), "les maladies infectieuses, nouvelles ou récurrentes peuvent avoir des conséquences économiques", Finance et développement, juin 2018 ;
- 3 Centre marocain de Conjoncture. (2020), " Analyse de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie marocaine", mars 2020 ;
- 4 Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo. (2020). "Effets de la crise sanitaire liée au COVID-19 sur les activités des entreprises du secteur privé togolais", CCI-TOGO, mai 2020;
- 5 Commission de l'UEMOA. (2020). "Impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur privé de l'UEMOA", mai 2020;
- 6 Fonds Monétaire International. (2021). "Perspectives économiques mondiale", avril 2021;
- 7 Haut-Commissariat au Plan (HCP) du Maroc. (2020). " Impact de la COVID-19 sur l'économie marocaine", avril 2020;
- 8
- 9
- 10 Institut National de la Statistique (INS) de la Tunisie. (2020). " Impact de la crise de la COVID-19 sur le secteur privé," mai-juin 2020;
- 11 Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun. (2020). " Evaluation des effets socio-économiques de la COVID-19", phase 1, mai 2020;
- 12 Institut National de la Statistique (INS) du Niger. (2020). " Comptes rapides 2020, provisoires 2019 et définitifs 2018," mai 2021;
- 13 Institut National de la Statistique (INS) du Niger. (2020). « Rapport d'enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises », 1<sup>ère</sup> vague, décembre 2020 ;
- 14 Landry Faye S., Ndoye T., Desclaux Alice, Eboko Fred, Egrot Marc, Tavernier Bernard. (2017), "Epidémies en Afrique de l'Ouest et du Centre", IRD, Sénégal ;
- 15 Ministère du Plan du Niger. (2020). " Note de cadre macroéconomique et budgétaire", juin 2020;
- 16 Ministère du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire. (2020). " Evaluation de l'impact de la COVID-19 sur les activités des entreprises du secteur informel", rapport final, mai 2020;
- 17 Observatoire Français de la Conjoncture et des Etudes Economiques. (2020), " évaluation en mars 2020 de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement en France", Département Analyse et Prévision de l'OFCE, avril 2020 ;
- 18 Oppenheim B, M Gallivan, N K Madhav et al. (2019), "Assessing global preparedness for the next pandemic: development and application of an Epidemic Preparedness Index", *BMJ Global Health* 2019(4): e001157. DOI : 10.1136/bmjgh-2018-001157;
- 19 Paul Agu Igwe.(2020), "Coronavirus with Looming Global Health and Economic Doom. African Development Institute of Research Methodology", 1(1), pp.1-06 ;
- 20 Statistics South Africa. (2020). "Business impact survey of the COVID-19 pandemic in South Africa", online the 21 april 2020
- 21 Thomas, M R, G Smith, F H Ferreira et al. (2015), "The economic impact of Ebola on sub-Saharan Africa: updated estimates for 2015", World Bank.van der Mensbrugge, D (2008), "The Environmental Impact and Sustainability Applied General Equilibrium (ENVISAGE) Model", World Bank;
- 22 World Bank (2019), "The Economic Impact of the 2018 Ebola Epidemic in the Democratic Republic of Congo Estimates for DRC and Four Neighboring Countries", World Bank;
- 23



## ANNEXES

### Annexe 1 : Situation des mesures barrières prises par les Etats membres de l'UEMOA

	Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Togo	Sénégal
<b>Mesures barrières à la propagation de la pandémie du COVID-19</b>								
Intensification des campagnes de sensibilisation	<input checked="" type="checkbox"/>							
Etat d'urgence sanitaire	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fermeture des frontières	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Bouclage/Confinement des villes avec des cas détectés de coronavirus	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instauration d'un couvre-feu	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mise en quarantaine/Auto-confinement des voyageurs, des cas suspects, des contacts des malades dans les centres réquisitionnés par l'Etat, personnes testées positives et nécessitant pas une hospitalisation	<input checked="" type="checkbox"/>							
Renforcement du contrôle sanitaire aux différentes frontières	<input checked="" type="checkbox"/>							
Fermeture de tous les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur pour une période déterminée et renouvelable	<input checked="" type="checkbox"/>							
Fermeture des lieux de culte	<input checked="" type="checkbox"/>							
Interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>				
Réaménagement des horaires de travail (journée continue)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
Gratuité totale du diagnostic et de la prise en charge de tous les cas suspects et confirmés de Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>							
Fermetures des lieux de rassemblement notamment les bars, maquis, restaurants et boîtes de nuit	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
Imposition du port du masque	<input checked="" type="checkbox"/>							
Arrêt du transport en commun	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fermeture des marchés	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Confinement des populations	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Mesures sociales</b>								
Exonération du paiement de factures d'eau et électricité pour les tranches sociales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mise en place d'un programme de résilience économique et sociale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Distribution de denrées alimentaires aux populations vulnérables	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Remise de peine de prisonniers	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Source : Commission de l'UEMOA



## Annexe 2: Questionnaire de l'enquête téléphonique sur l'impact de la COVID-19 auprès des entreprises (2<sup>ème</sup> VAGUE)



REPUBLIQUE DU NIGER

*Fraternité – Travail - Progrès*

MINISTRE DU PLAN

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Conformément à la loi N° 2014-66 du 5 novembre 2014 modifiant la loi N° 2004-011 du 30 mars 2004 portant sur l'organisation de l'activité statistique, les informations individuelles recueillies lors de cette enquête sont strictement confidentielles et soumises au secret statistique : Vos réponses ne serviront qu'à l'élaboration des tableaux statistiques anonymes et ne sauraient, en aucun cas, être utilisées à des fins de répression économique ou fiscale.

### EVALUATION DES EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'ECONOMIE NIGERIENNE (2<sup>ème</sup> VAGUE)

#### QUESTIONNAIRE POUR LES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL

N° du questionnaire .....

Date de remplissage |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|

#### NOTE INTRODUCTIVE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES ENQUETEES

Bonjour M. le DG ou autre responsable, je me nomme ....., agent enquêteur recruté par l'INS.

Comme vous le savez, Monsieur le DG ou autre responsable, avec la pandémie de la COVID-19 qui sévit actuellement au Niger et dans le monde, beaucoup d'entreprises et d'UPI ont été affectées. A cet effet, le Gouvernement par l'intermédiaire de l'INS veut suivre l'évolution des effets de cette pandémie sur le chiffre d'affaires, le niveau de l'emploi et d'investissement de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020, juste après la première vague d'enquête relatives aux effets de la COVID-19. C'est dans ce cadre que votre entreprise ou UPI qui a été tirée de façon aléatoire, est à nouveau interviewée. Je vous rassure que cette interview ne prendra pas plus de 20 min. Par ailleurs, je vous rappelle que les informations que vous me fournirez sont strictement confidentielles et protégées par la loi N° 2014-66 du 5 novembre 2014 modifiant la loi N° 2004-011 du 30 mars 2004 portant sur l'organisation de l'activité statistique.



I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE		
1.1.	Dans quel domaine s'inscrivent les activités de votre entreprise/UIP ?	1= Activités du secteur moderne 2 = Activités informelles   _
1.2.	Dénomination de l'entreprise/UIP ..... ..... .....	
1.3.	Nom du Responsable de l'entreprise/UIP ..... .....	
1.4.	Quelle est la fonction du répondant de l'entreprise/UIP ? 1= Président Directeur Général 2= Directeur Général/Directeur Général Adjoint 3= Directeur des Ressources Humaines 4= Directeur Ressources financières et matérielles 5= Comptable 6= Apprenti 7= Autre (à préciser)	        _
1.5.	Quelles est la région d'implantation de votre entreprise/UIP 1= Agadez 2= Dosso 3= Diffa 4= Maradi 5= Tahoua 6. Tillabéri 7. Zinder 8. Niamey	        _
1.6.	Quelle est la localisation géographique de l'entreprise/UIP ..... ..... ..... .....	
1.7.	Quel est le numéro de téléphone du répondant de l'entreprise/UIP ?   _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
1.8.	Quelle est l'adresse électronique du répondant de votre entreprise/UIP ? .....@..... .....	
1.9.	Quel est l'e-mail de votre entreprise/UIP ? .....@..... .....	
1.10.	Indiquez le site web de votre entreprise/UIP : ..... .....	
1.11.	Quelle est la date de démarrage de vos activités ?   _ _ _ / _ _ _ / _ _ _ _ _	



<b>I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE</b>	
<p>1.12. Quel est le statut juridique de votre entreprise/UIP ? 1= Société à Responsabilité Limitée (SARL) 2= Société Anonyme (SA) 3 = Entreprise individuelle</p>	_
<p>1.13. Quelle est la classification économique de votre entreprise /UIP selon l'activité ? 1= Industrielle 2= Commerciale 3= Artisanale 4 = Agricole 5 = Service</p>	_
<p>1.14. Quelle est la classification économique de votre entreprise/UIP selon la taille 1= Grande Entreprise (GE) 2= Petite et Moyenne Entreprise (PME) 3= Très Petite Entreprise (TPE) 4= Familiale 5 = Associations d'entrepreneurs 6 = Coopérative 7 = Individuelle 8 = Autre (à préciser)</p>	_
<p>1.15. Votre entreprise/UIP tient-elle une comptabilité ? 1 = Oui 2= Non</p>	_
<p>1.16. Depuis combien de temps votre entreprise/UIP tient-elle une comptabilité ? 1= Moins d'un an 2 = Un an 3 = Plus d'un an</p>	_
<p>1.17. Votre entreprise/UIP dispose-t-elle d'un NIF ? 1= Oui 2= Non</p>	_
<p>1.18. Si oui, quel votre numéro d'identité fiscale (NIF) ..... .....</p>	
<p>1.19. Si non, pourquoi n'avez-vous pas de NIF ? (Donner une raison) ..... .....</p>	
<p>1.20. Dans quel type de local l'entreprise/UIP exerce ses activités ? 1= Ambulant ; 2= Poste improvisé sur la voie publique ; 3 = Poste fixe sur la voie publique ; 4= Domicile des clients ; 5 = Dans votre domicile sans installation particulière ; 6 = Dans votre domicile avec une installation particulière ; 7 = Marché/Place du marché ; 8 = Local professionnel (bureau, usine, magasin, entrepôt) ; 9 = Location 10 = Autre (à préciser)</p>	_ _ _



<b>I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE</b>	
1.21. Quelle est votre branche d'activité économique principale (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT première révision) couvert par vos activités (cocher l'activité principale, soit celle qui occupe plus de 60% de vos activités)	
101 - Agriculture	
102 – Elevage et chasse	
103 – Sylviculture et exploitation forestière	
104 – Pêche, pisciculture et aquaculture	
201 – Activités extractives	
202 – Activités de fabrication	
203 – Production et distribution d'électricité et de gaz	
204- Production et distribution d'eau, assainissement	
205 - Construction	
301 – Commerce, réparation auto et motocycles	_ _ _ _
302 – Transports et entreposages	
303 - Activités d'hébergement et de restauration	_ _ _ _
304 – Communications et informations	
305 - Activités financières et d'assurance	
306 – Activités immobilières	
307 – Activités professionnelles, scientifiques et techniques	
308 – Activités de soutien aux entreprises et de bureau	
309- Activités d'administration publique	
310- Enseignement	
311- Activités de santé humaines et d'actions sociale	
312- Autres services non inclus ailleurs	
1.22. Votre entreprise/UPI a-t-elle une activité économique secondaire ? (Passez à la question 1.23, si oui) 1= Oui 2= Non	_
1.23. Quelle est votre branche d'activité économique secondaire (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT première révision) couvert par vos activités (cocher l'activité principale secondaire, soit celle qui occupe plus de 60% de vos activités)	
101 - Agriculture	
102 – Elevage et chasse	
103 – Sylviculture et exploitation forestière	
104 – Pêche, pisciculture et aquaculture	
201 – Activités extractives	
202 – Activités de fabrication	
203 – Production et distribution d'électricité et de gaz	_ _ _ _
204- Production et distribution d'eau, assainissement	
205 - Construction	
301 – Commerce, réparation auto et motocycles	
302 – Transports et entreposages	
303 - Activités d'hébergement et de restauration	_ _ _ _
304 – Communications et informations	
305 - Activités financières et d'assurance	
306 – Activités immobilières	



I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE	
307 – Activités professionnelles, scientifiques et techniques	
308 – Activités de soutien aux entreprises et de bureau	
309- Activités d'administration publique	
310- Enseignement	
311- Activités de santé humaines et d'actions sociale	
312- Autres services non inclus ailleurs	

II. EFFETS DE LA COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES	
<p>2.1. Depuis le 13 mars 2020 (depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), le chiffre d'affaires total trimestriel de votre entreprise/UIP était-il ... ?</p> <p>1= En hausse 2= Stable 3= En baisse</p>	_
<p>2.2. Au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1ère) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 par l'INS, comment a évolué le chiffre d'affaires total trimestriel de votre entreprise/UIP ... ? (Faire un saut quand l'enquêté répond qu'il y'a une hausse ou une stabilité de son chiffre d'affaires et passer à 2.5)</p> <p>1= En hausse 2= Stable 3= En baisse</p>	_
<p>2.3. Selon vous, au cours du dernier trimestre 2020, laquelle des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ci-après, a continué d'avoir des effets sur le chiffre d'affaires de votre entreprise/UIP ?</p> <p>1. Oui 2. Non</p> <p>1. Isolement de la ville de Niamey</p> <p>2. Instauration du couvre-feu</p> <p>3. Restriction des rassemblements et des réunions</p> <p>4. Interdiction des ateliers et des séminaires</p> <p>5. Fermeture des frontières terrestres pour les personnes physiques</p> <p>6. Fermeture des aéroports</p> <p>7. Fermeture des écoles</p> <p>8. Fermeture des lieux de réjouissance comme les bars et les boîtes de nuit</p> <p>9. Réduction des horaires de travail de 08h à 14h</p> <p>10. Mise en place des mesures de distanciation physique</p> <p>11. Autre mesure anti-COVID-19 (à préciser)</p>	_   _
<p>2.4. Dans ce contexte de la pandémie de la COVID-19, dans le cas avéré de baisse de votre chiffre d'affaires au cours du dernier trimestre 2020, quelles sont les principales difficultés spécifiques de votre entreprise/UIP ?</p> <p>1. Difficultés d'approvisionnement</p> <p>2. Mise au chômage partiel ou total de vos employés</p> <p>3. Baisse de la clientèle</p> <p>4. Baisse des ventes</p> <p>5. Manque d'accès aux financements</p> <p>6. Manque d'accès à l'information économique (mesures de soutiens du Gouvernement, facilité fiscale)</p> <p>7. Difficulté de transport des marchandises et d'effectuer des déplacements à l'intérieur du territoire nigérien</p> <p>8. Envoi de marchandises bloqué</p>	_ _   _ _



II. EFFETS DE LA COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES	
9. Difficultés à contacter les fournisseurs/clients  _ _	
10. Coûts liés à la gestion des questions sanitaires  _ _	
11. Hausse des prix des consommations intermédiaires  _ _	
12. Autre difficulté spécifique (à préciser)  _ _	
2.5. Depuis le dernier trimestre 2020, comment avez-vous adapté vos activités habituelles afin d'optimiser l'impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaires de votre entreprise/UIP ?	
1. Ventes en ligne  _	
2. Nouveau système de livraison  _	
3. Collaboration à une plateforme collaborative locale de vente  _	
4. Renforcement des gestes barrières d'hygiène  _	
5. Changement des heures d'ouverture  _	
6. Innovation en exerçant de nouvelles activités  _	
7. Réduction de la production  _	
8. Autre stratégie d'adaptation (à préciser)  _	
2.6. Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous les effets sur le chiffre d'affaires de votre entreprise/UIP depuis le dernier trimestre 2020 ? 1= 0-25% 2= 25-50% 3 = 50-75% 4 = 75% et plus	_

III. EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'EMPLOI	
3.1. Depuis le 13 mars 2020 (depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), votre effectif salarié trimestriel de votre entreprise/UIP était-il ... ? 1= En hausse 2= Stable 3= En baisse	_
3.2. Au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1ère) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 par l'INS, comment a évolué l'effectif salarié trimestriel de votre entreprise/UIP ... ? ((Faire un saut quand l'enquêté répond qu'il y'a une hausse ou une stabilité de son effectif salarié et passer à 3.5) 1= En hausse 2= Stable 3= En baisse	_
3.3. Selon vous, au cours du dernier trimestre 2020, laquelle des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ci-après, a continué d'avoir des effets sur l'effectif salarié de votre entreprise/UIP ? 1. Oui 2. Non	
1. Isolement de la ville de Niamey	_
2. Instauration du couvre-feu	_
3. Restriction des rassemblements et des réunions	_
4. Interdiction des ateliers et des séminaires	_
5. Fermeture des frontières terrestres pour les personnes physiques	_
6. Fermeture des aéroports	_
7. Fermeture des écoles	_
8. Fermeture des lieux de réjouissance comme les bars et les boîtes de nuit	_



<b>III. EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'EMPLOI</b>	
9. Réduction des horaires de travail de 08h à 14h	_
10. Mise en place des mesures de distanciation physique	_
11. Autre mesure anti-COVID-19 (à préciser)	_
<p>3.4. Dans ce contexte de la pandémie de la COVID-19, dans le cas avéré de baisse de votre effectif salarié, au cours du dernier trimestre 2020, quels sont les effets immédiats des mesures de lutte sur les salariés de votre entreprise/UPI ?</p>	
1. Licenciement	_ _
2. Mise au chômage partiel ou total de vos employés	_ _
3. Arrêt de contrat de certains salariés (stage, CDD)	_ _
4. réduction des emplois permanents (CDI, etc.)	_ _
5. Baisse des points de ventes	_ _
6. Arrêt temporaire/totale des activités	_ _
7. Réduction du temps de travail	_ _
8. Modification des horaires de travail	_ _
9. Annulation des voyages professionnels/d'études	_ _
10. Autres effets immédiats (à préciser)	_ _
<p>3.5. Depuis le dernier trimestre 2020, comment avez-vous adapté vos activités habituelles afin de minimiser les effets de la COVID-19 sur l'effectif salarié de votre entreprise/UPI ?</p>	
1. Baisse du temps de travail	_
2. Travail à temps partiel	_
3. Changement d'activités	_
4. Réduction de personnel de personnel temporaire	_
5. Télétravail/travail à distance	_
6. Système de relève	_
7. Aucune mesure	_
8. Autre mesure (à préciser)	_
<p>3.6. Dans le cas avéré de baisse, dans quelle proportion estimez-vous la baisse de l'effectif salarié de votre entreprise/UPI depuis le dernier trimestre 2020 ?</p> <p>1= 0-25%</p> <p>2= 25-50%</p> <p>3 = 50-75%</p> <p>4 = 75% et plus</p>	_

<b>IV. EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'INVESTISSEMENT</b>	
<p>4.1. Depuis le 13 mars 2020 (depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), votre effectif salarié trimestriel de votre entreprise/UPI était-il ... ?</p> <p>1= Satisfaisant</p> <p>2= Stable</p> <p>3= Pas satisfaisant</p>	_



IV. EFFETS DE LA COVID-19 SUR L'INVESTISSEMENT	
4.2. Au cours du dernier trimestre de l'année 2020, juste après l'organisation de la première (1 <sup>ère</sup> ) vague d'enquête sur les effets de la COVID-19 par l'INS, comment a évolué le niveau d'investissement trimestriel de votre entreprise/UIPI ... ? 1= En hausse 2= Stable 3= En baisse	__
4.3. Selon vous, au cours du dernier trimestre 2020, laquelle des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ci-après, a continué d'avoir des effets sur le niveau d'investissement de votre entreprise/UIPI ? 1. Oui 2. Non 1. Isolement de la ville de Niamey 2. Instauration du couvre-feu 3. Restriction des rassemblements et des réunions 4. Interdiction des ateliers et des séminaires 5. Fermeture des frontières terrestres pour les personnes physiques 6. Fermeture des aéroports 7. Fermeture des écoles 8. Fermeture des lieux de réjouissance comme les bars et les boîtes de nuit 9. Réduction des horaires de travail de 08h à 14h 10. Mise en place des mesures de distanciation physique 11. Autre mesure anti-COVID-19 (à préciser)	__   __
4.4. Depuis le dernier trimestre 2020, avez-vous eu des difficultés d'accès aux banques et établissements de crédits pour financer vos investissements ? 1= oui 2= non	__
4.5. Depuis le dernier trimestre 2020, comment qualifieriez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIPI ? ((Faire un saut quand l'enquêté répond qu'il y'a un effet positif sur l'investissement de son entreprise/UIPI et passer et s'arrêter à 4.6) 1= Positif 2= Négatif	__
4.6. Depuis le dernier trimestre 2020, dans quelle proportion estimez-vous les effets de la COVID-19 sur les investissements de votre entreprise/UIPI ? 1= 0-25% 2= 25-50% 3 = 50-75% 4 = 75% et plus	__
4.7. En cas d'impact négatif de la COVID-19 sur l'investissement depuis le dernier trimestre 2020, quelles mesures ont été prises y pour faire face dans votre entreprise/UIPI ? (Sélectionner les réponses qui s'appliquent) 1. Achats de matériels et d'outils innovants permettant la lutte efficace contre la COVID-19 2. Introduction de nouveaux produits ou services 3. Extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil 4. Investissement dans la mise aux normes standards 5. Nouvelle implantation ou relocalisation 6. Aucune mesure 7. Autre mesure (à préciser)	__   __   __   __   __   __



<b>V. PERCEPTIONS DES MESURES DU GOUVERNEMENT ET REPRISE DES ACTIVITES</b>	
<p>5.1. Comment votre entreprise/UIP apprécie les mesures de soutien gouvernementales (aides, et soutiens fiscaux notamment), prises par le Gouvernement afin de permettre de surmonter la crise sanitaire de la COVID-19 au dernier trimestre 2020 ?</p> <p>1= Satisfaisant 2= A améliorer 3= Peu satisfaisant 4= pas du tout satisfaisant 5= Pas d'appréciations</p>	_
<p>5.2. Votre entreprise/UIP, a-t-elle déjà sollicité au dernier trimestre 2020, l'aide du Gouvernement dans ce contexte de crise sanitaire de la COVID-19 ? (Faire un saut et aller à 5.4 si l'entreprise répond oui)</p> <p>1= Oui 2= Non</p>	_
<p>5.3. Si non, pourquoi votre entreprise/UIP n'a pas sollicité l'aide du Gouvernement pour faire face à la crise sanitaire de la COVID-19 au dernier trimestre 2020 ?</p> <p>1. Oui 2. Non</p> <p>1. Ce n'est pas nécessaire/ mon entreprise/UIP a assez de ressources 2. Manque d'informations et de conseils adéquats 3. Mon entreprise/UIP n'espère pas en bénéficier car compliqué 4. Autre raison (à préciser)</p>	_   _   _   _
<p>5.4. Selon vous, quelles mesures d'accompagnement d'ordre fiscal, et financier devront être mis en œuvre par le Gouvernement, dans l'immédiat, pour résorber les effets induits de la crise sanitaire de la COVID-19 au niveau des entreprises/UIP ?</p> <p>1. Ligne de trésorerie bancaire spécifique pour chaque catégorie d'entreprise 2. Report de trois (3) mois des échéances de paiement douanières et fiscales 3. Accélération de l'apurement de la dette intérieure 4. Moratoire ou réduction des factures (électricité, eau et de télécommunication) 5. Aide et transferts de l'Etat pour le maintien des employés non qualifiés 6. Report du délai de dépôts des états financiers 7. Report du délai des échéances bancaires 8. Annulation des pénalités de retard dans le cadre de l'exécution des marchés et commandes publics durant toute la période de crise sanitaire 9. Autres mesures d'accompagnements (à préciser) 10. Aucune mesure</p>	_   _
<p>5.5. A partir de quelle période anticipez-vous un retour à la normale de vos activités pour votre entreprise/UIP?</p> <p>1= Ne se sent pas concerné, mon entreprise/UIP n'est pas affectée/ activités normales 2= Second trimestre 2021 3= Troisième trimestre 2021 4= Quatrième trimestre 2021 5= Au-delà d'un (1) an 6= Pas de visibilité</p>	_
<p>5.6. A combien estimez-vous le besoin en trésorerie de votre entreprise/UIP pour la reprise à la normale ?</p> <p>1= Ne se sent pas concerné, mon entreprise/UIP n'est pas affectée/ activités normales</p>	_



**V. PERCEPTIONS DES MESURES DU GOUVERNEMENT ET REPRISE DES ACTIVITES**

- |                                         |  |
|-----------------------------------------|--|
| 2= Entre 500 000 et 1000 000 FCFA       |  |
| 3= Entre 1 000 001 et 5 000 000 FCFA    |  |
| 4= Entre 5 000 001 et 10 000 000 FCFA   |  |
| 5= Entre 10 000 001 et 50 000 000 FCFA  |  |
| 6= Entre 50 000 001 et 100 000 000 FCFA |  |
| 7= Supérieur à 100 000 000 FCFA         |  |